



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

du Groupe La Poste

2013



LE GROUPE LA POSTE



TABLE DES MATIERES

Attestation de la personne responsable	page 5
Rapport d'activité du premier semestre 2013	page 9
Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2013	page 47
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013	page 81

Attestation de la personne responsable

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 1 août 2013

Le Président-directeur Général

Jean-Paul BAILLY

Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2013

SOMMAIRE

1.	FAITS MARQUANTS DU 1^{ER} SEMESTRE 2013.....	12
1.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER : VERS UN POSSIBLE RETOUR PROGRESSIF DE LA CONFIANCE	12
1.2	ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....	13
1.3	CROISSANCE EXTERNE ET DEVELOPPEMENT DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITES DU GROUPE	15
1.4	SECURISATION DE LA STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE	16
1.5	ENGAGEMENT DU GROUPE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE.....	16
1.6	LA POSTE, UN EMPLOYEUR RESPONSABLE.....	17
1.7	UN NOUVEAU PROJET STRATEGIQUE POUR LE GROUPE.....	19
2.	SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE.....	21
3.	RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	25
3.1	LE COURRIER	26
3.2	LE COLIS-EXPRESS	28
3.3	LES ACTIVITES BANCAIRES	30
3.4	L'ENSEIGNE	34
3.5	L'IMMOBILIER	35
3.6	AUTRES SECTEURS	36
4.	AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT.....	37
4.1	RESULTAT FINANCIER	37
4.2	RESULTAT NET PART DU GROUPE	38
5.	ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE	38
5.1	VARIATION DE LA DETTE NETTE	39
5.2	VARIATION DE TRESORERIE	42
5.3	DECOMPOSITION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	42
5.4	CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE.....	43
5.5	NOTATION FINANCIERE.....	44
6.	EVENEMENTS POST-CLOTURE.....	44
7.	PERSPECTIVES.....	45

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS et en données historiques.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

1. Faits marquants du 1^{er} semestre 2013

1.1 Environnement économique et financier : vers un possible retour progressif de la confiance

Le Groupe est sensible pour ses activités bancaires à l'évolution des taux d'intérêt et dans une moindre mesure à celle des marchés financiers. Compte tenu de son positionnement sur des activités de services, le Groupe est d'une façon plus générale influencé dans ses différents métiers par la conjoncture économique et par l'évolution du coût du travail, notamment en France. Les cours du pétrole et les taux de change, vis-à-vis du dollar US notamment, sont enfin des inducteurs importants pour les activités logistiques d'une part et l'activité internationale du Groupe d'autre part.

1.1.1 Une sortie lente de la récession en zone euro

La zone euro a connu sur les premiers mois de l'année 2013 un sixième trimestre consécutif de contraction de l'activité, soit la plus longue série depuis la création de l'euro en 1999.

Le recul du PIB de 0,2 % enregistré sur le premier trimestre 2013 est toutefois inférieur à celui du trimestre précédent (-0,6 %). L'économie allemande, qui pèse à elle seule un tiers de la zone euro, a par ailleurs renoué avec la croissance sur le premier trimestre 2013 (0,1 %). La récession semble s'atténuer lentement, un point bas conjoncturel ayant sans doute été atteint fin 2012.

La situation économique en zone euro reste néanmoins dégradée, ce qui se traduit à la fois par la montée du chômage (12,1 % en mai 2013) et par une faible inflation (cette dernière ressort à 1,6 % à fin juin, en glissant sur un an). Le marché du crédit connaît un certain frémissement mais reste faible.

1.1.2 Un contexte économique dégradé en France

La France a connu deux trimestres consécutifs de recul (-0,2 % au dernier trimestre 2012 et au premier de 2013), les moteurs économiques étant à l'arrêt : selon l'Insee au premier trimestre 2013, les dépenses de consommation des ménages sont en recul (-0,1 %), tout comme l'investissement des entreprises (-0,8 %). Les exportations continuent par ailleurs de baisser (-0,5 %), le solde du commerce extérieur contribuant négativement à l'évolution du PIB.

Dans ce contexte, le taux de marge des entreprises (27,9 % sur le quatrième trimestre 2012) a atteint son plus bas niveau depuis 1986 et pour la première fois depuis 30 ans, le pouvoir d'achat des ménages a chuté de 0,9 % en 2012, poussant les Français à puiser dans leurs économies.

Pour tenir l'objectif de croissance de 0,1 % en 2013 fixé par le gouvernement et partant d'un acquis de croissance de -0,3 % à fin mars, les progressions de PIB des trois prochains trimestres devront être de 0,2 % à 0,3 %.

1.1.3 Des taux d'intérêts courts exceptionnellement bas et début de la remontée des taux longs

Au cours du premier semestre 2013, la banque centrale européenne (BCE) a poursuivi sa politique accommodante initiée en 2012. Cette politique a pour but d'éviter tout défaut de paiement d'institutions financières ou d'Etats européens par l'octroi de financements directs ou par la mise en œuvre de mécanismes de solidarité à l'échelle européenne.

La BCE a ainsi abaissé en mai 2013, son taux directeur à 0,50 % (contre 0,75 % en avril). Les facilités de refinancement, permettant aux banques d'échanger leurs titres contre des liquidités, restent également exceptionnellement ouvertes pour des montants illimités.

Ces mesures ont permis de restaurer progressivement la confiance des investisseurs. Les taux courts des grands pays de la zone euro (Allemagne et France notamment) sont demeurés à des niveaux exceptionnellement bas. L'Euribor 3 mois s'est établi au cours du semestre autour de 0,20 % et l'Eonia autour de 0,07 %.

Les taux longs (OAT 10 ans) sont également restés à un niveau historiquement très bas, touchant à fin avril 2013 un plus bas à 1,65 %. Depuis le mois de mai, les taux longs sont repartis à la hausse, pour atteindre 2,35 % au 30 juin 2013. L'obligation française est toujours perçue à ce stade comme une alternative au Bund allemand, tout en bénéficiant d'un rendement plus attractif.

1.1.4 Un euro qui fléchit légèrement vis-à-vis du dollar

Sur le marché des changes, l'euro s'est très légèrement déprécié par rapport au dollar au cours du premier semestre, notamment du fait d'une économie plus dynamique outre-Atlantique (1 Euro = 1,308 dollar US au 30 juin 2013 contre 1 Euro = 1,355 dollar US au 31 décembre 2012).

1.1.5 Evolution des cours du pétrole

En début d'année le cours du pétrole a connu un pic avec en février 116,4 dollars pour le baril de Brent de la mer du Nord. Depuis le prix du baril de Brent a oscillé autour des 100 dollars (103 dollars à fin juin). Globalement le cours du baril est soumis à deux forces contraires :

- A la hausse, les tensions du Proche-Orient (guerre civile en Syrie, nucléaire iranien, troubles en Libye, manifestations en Égypte) ;
- A la baisse une demande mondiale peu dynamique, tandis que l'offre est soutenue par l'expansion de l'exploitation du pétrole de schiste aux États-Unis.

Le rythme modéré de la croissance mondiale et l'abondance relative de l'offre devraient plafonner les cours pour quelques mois. Dans ce contexte, les variations du cours du pétrole constatées au cours des derniers mois sont principalement dues aux fluctuations monétaires : appréciation puis dépréciation de la monnaie européenne par rapport au dollar.

1.2 Environnement réglementaire

1.2.1 Un nouveau contrat de service public

Les engagements de La Poste et de l'Etat ont été redéfinis par le « Contrat d'entreprise 2013-2017 », approuvé par le Conseil d'Administration du Groupe du 22 avril 2013 et signé par l'ensemble des parties prenantes le 1^{er} juillet 2013.

Ce contrat se caractérise par :

- Le maintien d'un large périmètre de missions de service public dévolues à La Poste : Service Universel postal, Transport et Distribution de la presse, Accessibilité bancaire et Aménagement du territoire ;
- Une trajectoire de qualité de service encore renforcée (Lettre prioritaire, Lettre recommandée et Lettre verte) ;
- Des missions adaptées aux attentes des usagers et à l'évolution des technologies (lettre en ligne, gamme d'envoi des petites marchandises) ;
- La mise en place d'engagements citoyens en faveur du développement des territoires et des entreprises, des plus démunis, du développement de la société numérique et dans le domaine de la responsabilité sociale de l'entreprise.

Pour chacune des missions, les implications concrètes sont les suivantes :

- Mission de Service Universel Postal : le contrat prévoit de nombreuses avancées en matière de qualité de service. Une clause de rendez-vous a également été fixée en 2015, pour adapter le cas échéant le contrat en fonction notamment de la baisse des volumes Courrier ;
- Mission pour le Transport et la Distribution de la Presse : les engagements pris par La Poste et l'Etat dans les accords Schwartz 2008-2015 ont été confirmés. Un examen des modalités d'exécution de la mission au-delà de 2015 sera programmé ;

- Mission d'accessibilité bancaire : la mission est confirmée. Une réflexion sur son évolution éventuelle est en cours par l'Inspection Générale des Finances et l'Inspection Générale des Affaires Sociales. Elle a pour objectif d'éclairer les travaux sur l'exercice de la mission au-delà de 2014 ;
- Mission d'aménagement du territoire : le contrat définit les orientations du « Nouveau contrat de Présence Postale Territoriale », qui sera proposé à l'AMF (Association des Maires de France) pour la période 2014-2016. Un rapport d'orientation sur le nouveau projet de contrat doit être présenté en juillet 2013 à l'AMF.

Le niveau des compensations actuellement prévu dans le Contrat d'Entreprise 2013-2017 pourrait être impacté par les travaux de cadrage budgétaire actuellement en cours dans le cadre de la loi de finance 2014.

1.2.2 Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

Le « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » (CICE) a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement.

En vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013, le CICE équivaut à une baisse de cotisations sociales qui se matérialise sous la forme d'un crédit d'impôt sur les sociétés. Le taux du CICE s'élève en 2013 à 4 % des rémunérations versées aux salariés au cours d'une année civile n'excédant pas 2,5 fois le SMIC, puis 6 % à compter de 2014.

Le CICE est comptabilisé depuis le 1^{er} janvier 2013, en diminution des charges de personnel et alloué à ce titre mécaniquement à chacun des Secteurs d'activité. Il n'aura par contre aucun impact sur la génération de trésorerie du Groupe en 2013 (crédit d'impôt généré en 2013 imputable au plus tôt en 2014 à hauteur de l'impôt dû au titre de 2013).

Le CICE permettra, malgré le contexte économique défavorable, de sécuriser la politique d'emploi du Groupe de façon économiquement soutenable (engagement notamment de recruter 15 000 personnes sur la période 2012-2014) et d'assurer durablement son développement grâce à un niveau d'investissements maîtrisé mais ambitieux, incluant des investissements de modernisation et de développement respectant l'environnement.

1.2.3 Evolutions de l'environnement bancaire

- Depuis le 1^{er} janvier 2013, le plafond du Livret A, a été porté à 22 950 euros. Le 1^{er} octobre 2012, le plafond avait déjà été augmenté de 25 %, passant de 15 300 à 19 125 euros.
- Le taux de rémunération du Livret A a baissé depuis le 1^{er} février passant de 2,25 % à 1,75 %.
- Adoption de la directive et du règlement CRD IV/CRR transposant Bale III par l'Union Européenne et premiers projets et débats autour de la loi bancaire en France.

1.3 Croissance externe et développement du portefeuille d'activités du Groupe

1.3.1 Développement du Courrier transfrontière au Royaume-Uni

Asendia (chiffre d'affaires 2012 d'environ 440 M€ à 100%) est une société commune créée en juillet 2012 par les postes française et suisse pour gérer le Courrier transfrontière.

Asendia a acquis en avril 2013 les activités de courrier international de Pitney Bowes au Royaume Uni.

La filiale britannique de la société Pitney Bowes International Mail Services réalise un chiffre d'affaires de près de 15 millions de livres (soit 17,5 millions d'euros) et offre des prestations de distribution de courrier international pour les clients vers plus de 215 pays, en particulier aux entreprises du secteur financier et de l'édition.

Déjà présent au Royaume-Uni avec un chiffre d'affaires de 105 millions d'euros en 2012, Asendia renforce ainsi sa position sur ces deux segments en gagnant de nouveaux clients et en étoffant sa gamme de solutions de distribution en matière de publications ou de courrier de gestion.

1.3.2 Poursuite du développement de l'Express

Chronopost a pris le 28 février 2013 une participation à hauteur de 40 % dans la société « Colizen », spécialiste de la livraison sur rendez-vous en région parisienne, dont le chiffre d'affaires s'est élevé à 2,7 millions d'euros en 2012. A terme Chronopost spécialiste français de la livraison express souhaite proposer ce service dans les zones urbaines significatives et imposer un nouveau standard de la livraison express qui permettra d'augmenter la satisfaction client et le taux de livraison réussie dès le 1er passage du livreur.

DPD UK a acquis à la fin du 1^{er} semestre 2013 un terrain situé près d'un nœud autoroutier dans le Midlands de l'Est, en vue d'implanter la plus grande plateforme colis d'Europe. Cette plateforme, avec une capacité de traitements de 70 000 paquets par heure, couvrira à terme 65 % de l'activité colis de DPD au Royaume-Uni.

GeoPost, qui était entré en 2011 au capital de Tigers pour 2,5 %, en a pris le contrôle en acquérant en juin 2013 une participation complémentaire de 63 %. A fin juin, GeoPost détient ainsi près de 66 % du capital de cette société de Commissionnaire de transport international (Freight Forwarding) présente en Asie (Chine), aux Etats Unis, en Europe et en Australie. Cette acquisition permet à GeoPost d'élargir son champ d'activité à un métier connexe, de développer des synergies aux niveaux commercial et opérationnel et d'offrir une proposition alternative à celle des intégrateurs. Tigers a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires de l'ordre de 170 millions d'euros.

Début juillet 2013, GeoPost a pris une participation de 42.5% dans « DTDC », société de transport de colis basée en Inde. DTDC réalise un chiffre d'affaires en forte croissance de plus de 70 M€ et emploie 7 300 collaborateurs.

1.3.3 Elargissement du portefeuille d'activités de La Banque Postale

La Banque Postale Collectivités Locales, détenue à 65 % par La Banque Postale et à 35 % par la Caisse des Dépôts, a été lancée en mars 2013. Cette filiale assure les prestations de service relatives à la commercialisation des crédits accordés par La Banque Postale aux collectivités locales et aux hôpitaux. La Banque Postale Collectivités Locales dispose du statut d'intermédiaire en opération de banque et héberge la plateforme d'accueil téléphonique des clients ainsi que le service des études. Après le déploiement de l'offre de financement de La Banque Postale au second semestre 2012, la création de La Banque Postale Collectivités Locales marque l'aboutissement de la mise en place du dispositif de financement du secteur public local.

Comme annoncé en fin d'année dernière, la Banque Postale a acquis le 2 avril 2013 la Banque Privée Européenne (BPE) auprès de la banque mutualiste Crédit Mutuel Arkéa. Cette acquisition fait suite aux négociations exclusives lancées en octobre 2012 pour acquérir la totalité du capital de la BPE. BPE dispose d'une plateforme patrimoniale robuste ainsi que d'une gamme de produits et services financiers associant offres de crédits et gestion de l'épargne. Par cette acquisition, la Banque Postale souhaite renforcer le

service offert à ses clients patrimoniaux en proposant une gamme complète de produits et de services adaptés à leurs besoins.

La Banque Postale est également devenue propriétaire à 100% de LBP Gestion Privée le 27 juin 2013, à la suite du rachat des parts détenues jusqu'alors par Oddo et Compagnie.

1.3.4 Nouvelles offres commerciales La Poste Mobile

La Poste Telecom, opérant sous la marque commerciale « La Poste Mobile », propose une offre commercialisée dans 10 000 bureaux de poste. La Poste Mobile est le 1^{er} réseau de distribution physique de téléphonie en France. Forte de cette présence, elle a investi depuis le 28 janvier 2013 le marché des professionnels.

La Poste Mobile a également lancé le 22 avril l'offre QUATRO. Celle-ci associe la box de SFR (Internet, télévision et téléphonie fixe) et les forfaits de téléphonie mobile de La Poste Mobile. L'opérateur détenu à 51 % par le Groupe La Poste enrichit ainsi sa gamme d'une offre ADSL et d'une proposition quadruple play (4 offres en une seule proposition) et peut désormais offrir à ses clients une offre complète de télécommunications à des tarifs très compétitifs. L'enrichissement du catalogue de La Poste Mobile contribuera à la fidélisation d'une partie de ses 748 000 clients.

1.4 Sécurisation de la structure financière du Groupe

1.4.1 Augmentation de capital de La Poste maison mère : troisième et dernier versement

Dans le cadre de l'augmentation de capital de La Poste de 2,7 milliards d'euros à laquelle l'Etat et la Caisse des Dépôts ont souscrit, un troisième et dernier versement d'un montant de 600 millions d'euros a été effectué en avril 2013 par l'exercice de bons de souscription d'actions (100 millions d'actions nouvelles créées). La Caisse des Dépôts détient désormais 26,3 % du capital et des droits de vote du Groupe La Poste.

Les capitaux propres consolidés du Groupe s'élèvent à 8,1 milliards d'euros au 30 juin 2013 (part du Groupe) et le ratio 'Dettes Nette ⁽¹⁾/ Fonds Propres' a été ramené à 0,36 ce qui confère au Groupe une structure financière particulièrement saine.

1.4.2 Augmentation des fonds propres de La Banque Postale

Afin d'accompagner dans la durée le développement de La Banque Postale tout en se préparant au renforcement des exigences de solvabilité imposées par le règlement dit 'Bâle III', le Groupe a approuvé lors de son Conseil d'administration du 4 juillet 2013, une augmentation des fonds propres de La Banque Postale avant la fin de l'année à hauteur de 1 milliard d'euros.

Cette augmentation des fonds propres s'effectuera sous la forme d'une émission de titres hybrides souscrits intégralement par La Poste SA à hauteur de 0,8 milliard d'euros et sous forme d'une augmentation de capital, à hauteur de 0,2 milliard d'euros.

1.5 Engagement du Groupe en faveur du développement responsable

1.5.1 La neutralité Carbone et Recy'go récompensés

Le Groupe La Poste a reçu deux récompenses dans le cadre des « Awards de la communication Fair Business », parrainés par le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement:

- La campagne 'Neutralité Carbone' réalisée en 2012 par la direction du Courrier a reçu le 1^{er} prix «Edition et Publication».

⁽¹⁾ La dette nette du Groupe ne prend pas en compte l'activité bancaire pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

- La campagne 'La Poste Solutions Business', liée au lancement de Recy'go (offre de collecte des papiers de bureau des PME et collectivités locales lancée en 2012), a été récompensée par le Prix du Public dans la catégorie Publicité Presse.

En parallèle, la direction du Courrier a reçu le « Top Com d'or » dans la catégorie publicité B to B pour sa campagne publicitaire consacrée à Recy'go. Recy'go a également reçu un prix spécial Top Com du développement durable, qui récompense les stratégies de communication valorisant des actions de développement durable, selon les directives du Grenelle de l'environnement et de l'ARPP (Autorité de régulation professionnelle de la publicité).

1.5.2 Collecte des cartouches d'imprimantes avec Cart'Touch

Cart'Touch est une société réunissant 15 marques d'imprimantes s'engageant dans la promotion de pratiques durables et la gestion responsable des cartouches usagées.

Cart'Touch innove et propose avec La Poste pour la première fois, des opérations de collecte en apport volontaire de cartouches d'impression usagées pour les entreprises. Dans 4 départements, à partir du 14 janvier et pour une durée de 6 mois, des bacs de collectes sont mis à disposition dans une centaine d'Espaces Clients Entreprises. Les cartouches sont ensuite acheminées via le réseau postal aux Ateliers du Bocage, association issue du mouvement Emmaüs, qui se chargent de les trier et les revaloriser.

1.5.3 L'Initiative contre l'exclusion bancaire

« L'initiative contre l'exclusion bancaire » est un club de réflexion et d'action créé par La Banque Postale en octobre 2012 et déployé sur le premier semestre 2013. Il réunit les acteurs engagés du monde social et associatif comme ATD Quart Monde, la Croix-Rouge française, les Restos du cœur ou le Secours Catholique, qui se proposent d'accompagner les réflexions des pouvoirs publics et de partager leurs connaissances et savoir-faire afin d'élaborer de nouvelles propositions opérationnelles contre l'exclusion bancaire.

Ouvert, ce club accueille tous les autres acteurs du monde social, associatif et bancaire qui se reconnaissent dans ses objectifs, souhaitent développer de nouvelles initiatives contre l'exclusion bancaire et financière.

1.5.4 L'Envol récompensé, le campus de La Banque Postale lauréat des trophées Mecenova

L'Envol, le campus de La Banque Postale, a été distingué le 3 avril dans le cadre du salon ProDurable, à Paris. En présence de Philippe Wahl, président du directoire de La Banque Postale et de certains parrains et élèves, La Banque Postale s'est vu décerner le trophée Mecenova France pour ce programme destiné à favoriser l'égalité des chances.

1.6 La Poste, un employeur responsable

1.6.1 Une entreprise engagée pour le bien-être au travail

La direction de La Poste et les organisations syndicales FO, CFDT, CGC-UNSA et CFTC ont signé le 22 janvier 2013 un accord sur la qualité de vie au travail. D'une durée de 3 ans, l'accord s'applique à l'ensemble des postiers et fait suite au Grand Dialogue mené au sein de l'entreprise en 2012. Il prend des engagements précis et novateurs en matière d'amélioration de la qualité de vie au travail.

Cet accord définit 17 mesures à effet immédiat et 8 chantiers de négociation complémentaires. Parmi ces mesures figurent notamment :

- La mise en place de dispositifs d'aménagement d'activité pour les seniors, fonctionnaires et salariés ;
- La mise en place du télétravail, sur la base du volontariat ;
- Un dispositif d'alerte sociale relatif au respect des règles de dialogue social et des accords collectifs ;
- La formation des nouveaux managers dès leur prise de fonction ;

- L'intégration en CDI de 3 000 salariés en CDD avec des conditions de reprise d'ancienneté améliorées.

Durant les premiers mois 2013, 4 des 8 négociations complémentaires annoncées, portant éventuellement sur des mesures déjà engagées, ont par ailleurs été amorcées: l'évolution professionnelle des postiers, l'organisation du travail, le télétravail et la santé au travail.

La négociation sur le télétravail a abouti le 25 juin dernier à la signature d'un accord entre la direction de La Poste et les organisations syndicales CGT, FO, CFDT, CGC-UNSA et CFTC. En complément de la mesure immédiate, cet accord vise à permettre aux postiers de mieux concilier vie professionnelle et vie personnelle et à accompagner l'emploi des postiers en situation de handicap. La mise en œuvre du télétravail participe également à la politique de prévention des risques (routiers, stress...) et à la stratégie de développement durable de l'entreprise (moins de déplacements et donc d'émission de Co2).

Les 4 autres négociations portant sur le dialogue social, la création d'une instance de Groupe, la politique de l'encadrement et la fonction RH débiteront après l'été.

Le Groupe met le bien-être au travail au cœur de son ambition : être une organisation en mouvement, adaptant ses activités au rythme de son environnement, pleinement respectueuse des personnes et dont les évolutions doivent aussi fournir aux postiers de vraies opportunités de reconnaissance et de développement, au-delà de la seule stabilité de l'emploi.

1.6.2 Un des premiers acteurs du marché de l'emploi en France

Le Groupe La Poste mène une politique d'emploi responsable qui le conduit à maîtriser ses effectifs et sa masse salariale dans un contexte économique très incertain, tout en s'affirmant comme un des premiers acteurs du marché de l'emploi en France :

- Objectif de recruter 15 000 personnes sur la période 2012 à 2014 ; plus de 2000 recrutements en CDI ont ainsi été effectués au cours du 1^{er} semestre 2013, dont 544 concernent des salariés employés auparavant en CDD ;
- Politique d'emploi qui soutient l'insertion des jeunes et l'inclusion sociale : objectif de 1 000 emplois d'avenir en 2013-2014 avec une perspective d'embauche rapide en CDI, politique d'emplois en alternance et de stages ; dès le 1^{er} semestre 2013 , plus de 300 personnes ont été recrutées sous contrat d'avenir ;
- Politique d'emploi qui favorise également l'adaptation de l'activité des seniors, qui poursuit une politique d'intégration en CDI de salariés recrutés sous contrat à durée déterminée et qui confirme la volonté d'accueil et de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap ou d'aptitude réduite ;
- Négociation en cours sur l'évolution professionnelle (voir ci-dessus) qui inclut la mise en place du dispositif de contrat de génération.

1.6.3 Promouvoir une culture managériale forte et partagée

L'objectif du Groupe est de promouvoir un nouveau modèle managérial postal qui renforce l'adhésion, la mobilisation, la coopération, l'efficacité et le bien-être au travail des postiers.

Cela passe par le développement d'un « management responsable », attentif à la situation personnelle des agents et sensible aux nouvelles formes de risques professionnels, un management mieux formé, mieux soutenu, libéré de certaines contraintes non essentielles et disposant de plus d'autonomie.

Au service de cette ambition, le Groupe a créé en 2013 « l'Institut du Management », chargé de doter les managers d'une culture forte et partagée.

1.7 Un nouveau projet stratégique pour le Groupe

1.7.1 Un nouveau monde et un environnement dégradé

Le nouveau projet stratégique du Groupe s'inscrit dans un contexte économique bouleversé, source de menaces et d'opportunités :

- La révolution numérique, qui induit une mutation de tous les métiers du Groupe avec la dématérialisation accélérée des flux de production et d'échanges, mais aussi des opportunités de marchés en croissance à saisir ;
- L'approfondissement de la crise économique et monétaire en Europe, obligeant le Groupe à réviser les hypothèses sur lesquelles le plan précédent avait été construit ;
- La révolution dans la distribution, avec l'avènement du « multicanal » et le développement continu du e-commerce, qui contribue à reconfigurer la distribution physique et suscite l'apparition de nouveaux acteurs sur des segments sur lesquels le Groupe dispose d'atouts importants à faire valoir ;
- La croissance de la demande de services de proximité et au domicile, en lien avec le vieillissement de la population et l'enjeu clé du « dernier kilomètre » pour un Groupe qui dispose d'un maillage unique sur le territoire français ;
- Une évolution des attentes et des comportements des clients, des postiers, des élus et des citoyens, vers une personnalisation accrue des services, une amélioration de la qualité de vie au travail, un renforcement du rôle de La Poste dans la société et une grande responsabilité sociétale et environnementale ;
- Un environnement bancaire bouleversé, avec la mise en œuvre de normes réglementaires plus restrictives et le renforcement de la concurrence entre réseaux majeurs de la banque de détail en France.

1.7.2 Une démarche participative ambitieuse

Dans ce contexte et dans le prolongement des attentes exprimées lors du Grand Dialogue courant 2012 en vue d'associer le plus étroitement possible l'ensemble des parties prenantes à la redéfinition de sa stratégie, le Groupe a initié début 2013 une consultation des postiers dans le cadre de l'élaboration de son nouveau projet stratégique.

Plus de 150 000 collaborateurs ont ainsi participé à 24 000 ateliers et près de 46 000 contributions ont été recueillies. Cette démarche a également associé l'ensemble des autres parties prenantes : élus locaux, associations de consommateurs, organisations syndicales, actionnaires et membres du Conseil d'Administration.

Ce processus d'appropriation avait pour objectif de permettre à tous de partager le sens des évolutions du Groupe et de se projeter dans l'avenir.

1.7.3 L'ambition du Groupe

L'ambition du Groupe La Poste, entreprise publique de services fondée sur la confiance, est d'être acteur du développement responsable de la société, participant à la réussite économique du pays, au développement personnel des postières et des postiers ainsi qu'à la dynamique des territoires et de leur cohésion sociale.

La Poste ambitionne de devenir, avec le Courrier, le Colis-Express et l'Enseigne, le leader de la distribution et des services au domicile et sur le territoire, la banque citoyenne de référence ainsi qu'un acteur du Colis-Express de dimension mondiale, en accélérant sa mutation numérique et la convergence de ses réseaux physiques et numériques.

Elle y parviendra, en préservant sa bonne santé économique, gage de la bonne exécution des missions de service public, de l'amélioration continue de la satisfaction de ses clients, de la qualité de vie au travail des postières et des postiers et de sa capacité de croissance dans de nouvelles activités.

Cette ambition qui refuse toute logique de déclin est celle de la construction avec l'ensemble des parties prenantes d'un avenir pour La Poste, celle de la confiance partagée.

1.7.4 Définition d'un nouvel élan

L'ambition du Groupe s'appuiera sur un nouvel élan décliné autour de 4 développements stratégiques complémentaires, dont les 3 derniers constituent des chantiers futurs en cours d'approfondissement :

1. Accélérer les actions en cours dans chacun des métiers tant dans la modernisation de l'outil industriel que dans le développement commercial ;
2. Renforcer la mutation numérique du Groupe et la convergence de ses réseaux physiques et numériques. Plus généralement déployer la stratégie numérique du Groupe ;
3. Faire de la Poste le leader de la distribution de services de proximité et au domicile ;
4. Approfondir la réflexion sur les opportunités de croissance externe en France et à l'international.

1.7.5 Un développement responsable s'appuyant sur 3 piliers

Ce nouvel élan doit, pour être durable, s'appuyer sur les trois piliers fondamentaux qui sont au cœur des valeurs du Groupe :

- La bonne santé économique indispensable au Groupe pour assurer une croissance durable de ses différents métiers, maintenir un modèle social de qualité, soutenir une politique de développement de ses outils de production, poursuivre la bonne exécution des missions de service public et assurer une rémunération raisonnable à ses actionnaires.

Cette bonne santé économique se définit comme la capacité à autofinancer les activités courantes et à assurer une rentabilité raisonnable des capitaux engagés ainsi que le maintien d'une notation financière permettant au Groupe de financer durablement sa croissance ;

- La vigilance portée sur la qualité de vie au travail, concrétisée par l'accord du 22 janvier 2013 et s'appuyant sur des politiques sociales fortes, négociées et déployées dans la durée ;
- L'excellence dans la qualité de service aux clients, la bonne exécution de nos missions de service public et les engagements citoyens associés.

2. Synthèse des résultats consolidés du Groupe La Poste

Semestre clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2013.06	2012.06	Evolution		Evolution à périmètre et change constants	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Performance opérationnelle du Groupe						
Produits opérationnels	10 948	10 887	+61	+0,6 %	-27	-0,3 %
<i>Dont produits opérationnels hors Banque ^(a)</i>	9 920	9 934	-14	-0,1 %	+0	0,0 %
Résultat d'Exploitation	483	632	-149	-23,6 %	-146	-23,1 %
<i>Marge opérationnelle</i>	4,4 %	5,8 %	-	-1,4 pt	-	-1,3 pt
Résultat Net part du Groupe	396	437	-40	-9,3 %	-37	-8,5 %
<i>Résultat Net part du Groupe/CA</i>	3,6 %	4,0 %	-	-0,4 pt	-	-0,3 pt
Flux de Trésorerie des Opérations ^(b)	724	757	-33	-4,4 %		
Chiffres clés - La Banque Postale						
Produit Net Bancaire	2 760	2 668	+92	+3,4 %	+79	+3,0 %
<i>Coefficient d'exploitation</i>	83,2 %	83,9 %	-	-0,7 pt		
<i>Core Tier One (Bâle II) ^(c)</i>	11,2 %	12,6 %	-	-1,4 pt		
<i>Ratio crédits sur dépôts</i>	64,0 %	50,8 %	-	+13,2 pt		

(a) Avant élimination des facturations intra-groupe (intercos) vis-à-vis de la Banque Postale.

(b) Flux de Trésorerie des Opérations : Flux de trésorerie des activités opérationnelles hors Banque + variation de BFR (dont encaisse des bureaux de poste) - charges financières versées (voir partie 5.1).

(c) Après pondération sur le premier semestre 2013 des titres CNP conformément à la demande de l'ACP (impact de -0,3 % sur le Ratio Core Tier One).

(en millions d'euros)	2013.06	2012.12	Evolution	
			(en M€)	(en %)
Indicateurs de Santé Economique du Groupe				
Dette Nette ^(a)	2 903	3 460	-557	-16,1 %
Fonds Propres (part du Groupe)	8 084	7 470	+614	+8,2 %
<i>FTO moyen ^(b)/Dette Nette</i>	31,4 %	27,7%	-	+3,7 pt
<i>Dette Nette/Fonds Propres</i>	0,36	0,46	-	-0,1 pt
<i>Résultat Net moyen ^(c)/Fonds Propres</i>	5,4 %	6,4 %	-	-1,0 pt

(a) La Dette Nette du Groupe ne prend pas en compte l'activité bancaire pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

(b) FTO moyen : Flux de Trésorerie des Opérations sur 12 mois glissants.

(c) Résultat net sur 12 mois glissants

Les produits opérationnels du Groupe La Poste s'établissent à 10 948 millions d'euros à fin juin 2013, en progression de 0,6 % par rapport au premier semestre 2012.

Les produits opérationnels se répartissent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin					
	2013.06	2012.06	Evolution		Evolution à périmètre et change constants	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Courrier	5 639	5 827	-188	-3,2 %	-252	-4,4 %
Colis/Express	2 837	2 695	+142	+5,3 %	+132	+5,0 %
Activités bancaires	2 760	2 668	+92	+3,4 %	+79	+3,0 %
Autres secteurs et intercos	-288	-302	+14	-4,7 %	+14	-4,7 %
PRODUITS OPERATIONNELS	10 948	10 887	+61	+0,6 %	-27	-0,3 %

La progression de 61 millions d'euros des produits opérationnels du Groupe, provient des éléments suivants :

- Croissance organique : -27 millions d'euros, (soit -0,3 %) ;
- Effet périmètre : +103 millions d'euros, dont Sofipost (+65 millions d'euros) et GeoPost (+25 millions d'euros) ;
- Effet change : -15 millions d'euros.

L'activité du premier semestre 2013 est marquée par les éléments suivants :

- Baisse du chiffre d'affaires du Courrier de 3,2 % par rapport à l'année précédente, induite en premier lieu par une baisse du volume d'activité de la Maison Mère de près de 6 %, atténuée par l'augmentation tarifaire du timbre intervenue en janvier 2013. Pour compenser la baisse des volumes, le Courrier est engagé dans une politique active d'innovation visant à enrichir la valeur du courrier et à proposer de nouveaux services grâce à l'incomparable réseau de proximité que constituent les facteurs, désormais connectés grâce à leur smartphone (projet FACTEO).

La contribution de Sofipost se renforce avec un chiffre d'affaires (aux bornes du secteur Courrier) de 600 millions d'euros, en progression de 7,7%, portée par la croissance externe. La croissance organique s'inscrit en léger recul (-1,3%) dans un contexte économique difficile.

- La confirmation de la croissance du Colis-Express (+5,3 %). Le Colis réalise une bonne performance dans un contexte concurrentiel difficile et affiche une progression de ses ventes de +1,9 % par rapport à l'année 2012, tirée par le développement de ses volumes. L'Express connaît également une croissance organique importante notamment au Royaume Uni, en France et en Russie.
- Une progression de 3,3 % du PNB de La Banque Postale sur le 1^{er} semestre 2013 après retraitement de la provision épargne logement et du produit exceptionnel induit sur 2012 par l'annulation de la provision au titre de l'amende image chèque, notamment marquée par une progression des revenus de crédits et des commissions clientèles.
- La Poste Mobile, incluse dans la ligne 'Autres secteurs et intercos', réalise un chiffre d'affaires de 36 millions d'euros, en quote-part du Groupe (51 %), cette entité étant consolidée par intégration proportionnelle, ce qui représente une croissance de 5,7 % par rapport à 2012, en grande partie due au succès de ses nouveaux forfaits sans mobile.

Le résultat d'exploitation s'établit à 483 millions d'euros, en repli de 23,6 % par rapport à 2012.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin					
	2013.06	2012.06	Evolution		Evolution à périmètre et change constants	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Courrier	327	470	-143	-30,4 %	-142	-30,4 %
Colis/Express	182	210	-28	-13,3 %	-26	-12,6 %
Activités bancaires	403	348	+55	+15,9 %	+57	+16,3 %
Enseigne	-53	-39	-14	+34,3 %	-14	+34,3 %
Immobilier	36	72	-36	-50,0 %	-36	-50,0 %
Supports et structures	-107	-99	-8	+8,6 %	-1	+0,9 %
Non affecté	-302	-330	+29	-8,7 %	+22	-6,6 %
Eliminations	-3	1	-4	n.s.	-5	n.s.
RESULTAT D'EXPLOITATION	483	632	-149	-23,6 %	-146	-23,1 %

Cette tendance s'explique par :

- Une forte progression du résultat de La Banque Postale de 55 millions d'euros principalement induite par la hausse des intérêts liés aux crédits clientèle, ainsi que par un effort de maîtrise des charges de fonctionnement.
- Un fléchissement du résultat d'exploitation du Courrier qui baisse de 143 millions d'euros (-30,4 %) suite à la réduction du volume d'activité sur la maison mère de près de 6 % sur le 1^{er} semestre 2013 que l'adaptation des organisations, l'innovation et l'amélioration de la productivité ne permettent de compenser que partiellement.
- Un secteur Colis-Express qui malgré la bonne performance enregistrée sur son chiffre d'affaires affiche un résultat en retrait de 28 millions d'euros par rapport à 2012. Cette baisse est imputable à l'effet prix/mix négatif sur le chiffre d'affaires, à une augmentation de certaines facturations internes pour ColiPoste, à la poursuite d'une évolution défavorable des coûts d'exploitation du secteur en Allemagne pour 2013 mais aussi au lancement de nouveaux projets visant à l'amélioration continue de la qualité de l'offre de services dont les effets ne se feront sentir que de façon progressive.
- Le résultat d'exploitation de l'Immobilier est inférieur de 36 millions d'euros par rapport à 2012 suite à de moindres plus-values de cessions au titre du premier semestre 2013. Il demeure toutefois excédentaire à 36 millions d'euros.
- Le résultat d'exploitation de l'Enseigne en baisse de 14 millions d'euros pour atteindre -53 millions d'euros à fin juin 2013, suite à des mouvements sur des provisions RH pour l'essentiel.

Après prise en compte d'un résultat financier de -113 millions d'euros, globalement stable par rapport à 2012, d'une charge d'impôt de 83 millions d'euros et d'une quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence de 112 millions d'euros, le résultat net part du Groupe s'établit à 396 millions d'euros en 2013, en repli de -40 millions d'euros par rapport à 2012.

Les Flux de Trésorerie des Opérations (724 millions d'euros) se réduisent de 33 millions d'euros à fin juin 2013, essentiellement en raison d'une baisse de l'Excédent Brut d'Exploitation hors Banque (-134 millions d'euros) suite à la réduction des trafics Courrier, partiellement compensée par une progression des dividendes reçus de La Banque Postale au titre de 2012 de 72 millions d'euros.

La structure financière du Groupe se renforce néanmoins en 2013 grâce au versement de la troisième et dernière tranche de l'augmentation de capital à laquelle l'Etat et la Caisse des Dépôts s'étaient engagés,

soit 600 millions d'euros. La dette nette ⁽²⁾ du Groupe diminue ainsi de 557 millions d'euros au 30 juin 2013 pour s'établir à 2 903 millions d'euros. Le ratio 'FTO ⁽³⁾/Dette Nette' atteint pour sa part 31,4 % et le ratio 'Dette Nette/Fonds Propres' baisse de 0,10 point pour atteindre 0,36 fin juin 2013.

⁽²⁾ La dette nette du Groupe ne prend pas en compte l'activité bancaire pour laquelle ce concept n'est pas pertinent.

⁽³⁾ FTO : Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation de BFR (y compris encaisse des bureaux de poste) et après charges financières versées.

3. Résultats opérationnels par secteur d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du Groupe La Poste. Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du Groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire.

Les secteurs opérationnels présentés par le Groupe La Poste sont les suivants :

- Courrier : ensemble de l'activité Courrier de La Poste (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse) ainsi que les sociétés du sous-groupe Sofipost ;
- Colis-Express : le Colis représente l'ensemble de l'activité réalisée par La Poste sous la marque ColiPoste (activité 'to C' en France). L'activité Express recouvre les activités Express BtoB et BtoC du Groupe en France et à l'international sous les marques du sous-groupe GeoPost, en particulier DPD, Chronopost, Exapaq et SEUR ;
- Activités bancaires : comprend les activités Banque et Assurances du sous-groupe La Banque Postale ainsi que celles du groupement de moyens ;
- Enseigne : activités de vente et de distribution, auprès du grand public, des produits et services du Groupe La Poste et activité de téléphonie mobile ;
- Immobilier : comprend les activités de gestion du parc immobilier réalisées par Poste Immo et l'activité de la Direction Opérationnelle de l'Immobilier de La Poste ;
- Services partagés : directions supports et services de siège ;
- Non affecté : comprend les coûts de la mission de service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire, l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et enfin les charges transitoires liées aux dispositifs de fin de carrière considérées comme transverses au Groupe et donc non affectées aux Métiers.

Les produits opérationnels de chaque secteur d'activité correspondent au total des produits aux bornes du secteur, y compris les facturations intra-Groupe (intercos), mais hors facturation intra-secteur.

2013.06

(en millions d'euros)	Courrier	Colis-Express	Activités bancaires	Enseigne	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	Groupe
Produits opérationnels	5 639	2 837	2 760	2 078	435	409	0	-3 210	10 948
Charges opérationnelles	-5 312	-2 655	-2 357	-2 130	-399	-517	-302	3 207	-10 464
RESULTAT D'EXPLOITATION	327	182	403	-53	36	-107	-302	-3	483
% des produits opérationnels	5,8 %	6,4 %	14,5 %						4,4 %

2012.06

(en millions d'euros)	Courrier	Colis-Express	Activités bancaires	Enseigne	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	Groupe
Produits opérationnels	5 827	2 695	2 668	2 088	398	420	0	-3 210	10 887
Charges opérationnelles	-5 357	-2 485	-2 320	-2 127	-326	-519	-331	3 212	-10 254
RESULTAT D'EXPLOITATION	470	210	348	-39	72	-99	-330	1	632
% des produits opérationnels	8,1 %	7,8 %	13,0 %						5,8 %

3.1 Le Courrier

Le secteur 'Courrier' comprend l'ensemble de l'activité Courrier de La Poste Maison Mère (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse) ainsi que les sociétés du sous-groupe Sofipost positionnées sur des marchés de diversification en croissance :

- Mediapost Communication : marketing relationnel et communication de proximité ;
- Docapost : solutions et services de gestion du document et des données ;
- Viapost : solutions de logistique, de logistique e-commerce et de transport ;
- Asendia : traitement et transport du courrier transfrontière, société créée en juillet 2012 et détenue conjointement avec Swiss Post.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	5 639	5 827	-188	-3,2 %
dont CA hors groupe	5 322	5 512	-190	-3,5 %
Charges opérationnelles	-5 312	-5 357	+45	-0,8 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	327	470	-143	-30,4 %
% du CA	5,8 %	8,1 %		-2,3 pt

3.1.1 Courrier Maison Mère

Le chiffre d'affaires, de 5 039 millions d'euros sur le premier semestre 2013, diminue de 4,4 % (soit une réduction de 231 millions d'euros) par rapport au 30 juin 2012.

Cette évolution est due à la baisse du volume d'activité de près de 6 % sur le premier semestre 2013, soit un impact de -251 millions d'euros, liée à une rationalisation et une dématérialisation des envois de certains grands émetteurs, à la fragilité des activités publicitaires des sociétés de vente à distance et à la poursuite des tensions économiques. Cette diminution s'accompagne d'un effet mix négatif et d'un recul des services et de l'international de -38 millions d'euros. Au 30 juin 2012, le chiffre d'affaires bénéficiait par ailleurs des envois des élections présidentielles et législatives, à hauteur de 66 millions d'euros.

Ces effets négatifs sur les volumes sont en partie compensés, à hauteur de 124 millions d'euros par l'augmentation tarifaire intervenue au 1^{er} janvier 2013.

Pour compenser la baisse des volumes, le Courrier est par ailleurs engagé dans une politique active d'innovation visant à enrichir la valeur du courrier et à proposer de nouveaux services grâce à l'incomparable réseau de proximité que constituent les facteurs, désormais connectés grâce à leur smartphone (projet FACTEO).

La qualité de service, objectif majeur du Courrier, se distingue par un taux de distribution de la Lettre prioritaire à J+1 record sur le premier semestre 2013 à 87,9 %, contre 87,6% en juin 2012 soit +0,3 pts.

3.1.2 Sofipost

Le chiffre d'affaires de Sofipost s'élève à 600 millions d'euros sur le premier semestre 2013, en progression de 43 millions d'euros, soit 7,7 %, tiré par la croissance externe (acquisitions sur 2012 des sociétés Orium, Morin, Adverline et Cabestan).

Les évolutions par pôle sont contrastées:

- Mediapost Communication affiche un chiffre d'affaires de 238 millions d'euros, en augmentation de 14 millions d'euros, dont 21 millions d'euros liés aux effets périmètre (acquisition d'Adverline fin juin 2012 et de Cabestan en août 2012). La variation organique de -6 millions d'euros

(soit -2,9 %) provient principalement de la diminution des volumes des imprimés publicitaires en France dans un contexte économique difficile.

- Le chiffre d'affaires de Docapost s'élève à 208 millions d'euros, en croissance de +2 millions d'euros (soit +1 %). L'érosion attendue de l'activité Chèques est compensée par le développement de l'ensemble des autres activités, notamment celles de dématérialisation et d'éditique.
- Le chiffre d'affaires de Viapost (48 millions d'euros), progresse de 28 millions d'euros, dont 34 millions d'euros liés aux effets périmètre (intégration d'Orium en août 2012 et Morin en janvier 2013). La variation organique de -6 millions d'euros est principalement liée à l'activité logistique historique avec notamment un comparatif défavorable suite aux prestations réalisées pour les élections en 2012. A noter que les activités de ce pôle restent encore principalement orientées vers le Groupe, via notamment les prestations de traitements de presse et l'activité logistique pour le Courrier maison mère (chiffre d'affaires avant élimination des flux intragroupe de 246 millions d'euros sur le premier semestre 2013).
- Le chiffre d'affaires d'Asendia à 106 millions d'euros, pour les 50 % détenus par le Groupe, est stable. Hors effet périmètre et change, la croissance organique s'élève néanmoins à 3 millions d'euros (soit +3 %) grâce à l'activité des filiales basées au Royaume Uni, en Allemagne et aux Etats-Unis.

3.1.3 Autres Indicateurs clés du secteur Courrier

Les flux de chiffre d'affaires interne entre le Courrier Maison Mère et Sofipost s'élèvent à 346 millions d'euros en valeur absolue sur le 1^{er} semestre 2013. Ces prestations croisées recouvrent les points suivants :

- Prestations du Courrier vers Sofipost pour 78 millions d'euros ; il s'agit essentiellement de la distribution des imprimés publicitaires de Mediapost en zones rurales et de l'affranchissement du courrier international d'Asendia.
- Prestations de Sofipost vers le Courrier pour 268 millions d'euros recouvrant principalement les services suivants :
 - Mediapost pour l'assemblage des imprimés publicitaires ;
 - Viapost au travers de STP (tri et transport de la presse) d'une part et de Neolog d'autre part (transport des plis).

Au global, le résultat d'exploitation consolidé du secteur opérationnel Courrier, à 327 millions d'euros, est en recul de 143 millions d'euros par rapport au 30 juin 2012, soit une diminution de -30,4 % (recul de 142 millions d'euros à périmètre et change constants). Cette diminution est liée à la baisse structurelle des volumes du courrier et à un environnement économique difficile qui impacte également les activités du pôle Sofipost. L'augmentation des prix du courrier, la politique d'innovation et les économies réalisées sur les charges, grâce à une meilleure organisation, à l'optimisation du transport et de la distribution, ne compensent que partiellement les effets du recul de l'activité qui atteint un niveau record du fait de la récession économique.

3.2 Le Colis-Express

Le secteur d'activité « Colis-Express » regroupe les activités de ColiPoste et de GeoPost :

- ColiPoste est le spécialiste de la livraison rapide des colis de moins de 30 kg aux particuliers BtoC ou CtoC en France, avec un niveau de qualité de service fixé à J+2 ;
- GeoPost couvre les activités Express en France et à l'étranger sous les principales marques suivantes : DPD, Chronopost, Exapaq et SEUR. Les filiales de ce pôle interviennent de façon historique majoritairement sur les segments d'entreprise à entreprise (BtoB) mais également de façon croissante sur le BtoC.

L'effet report des acquisitions intervenues courant 2012 : achat de nouvelles franchises SEUR au premier semestre 2012 (Zamora et Guadalpack), achat de Biocair et prise de contrôle d'IBC, conduit à un effet périmètre positif sur GeoPost de +28 millions d'euros sur le premier semestre 2013.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	2 837	2 695	+142	+5,3 %
dont CA hors groupe	2 816	2 674	+142	+5,3 %
Charges opérationnelles	-2 655	-2 485	-170	+6,8 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	182	210	-28	-13,3 %
% du CA	6,4 %	7,8 %		-1,4 pt

3.2.1 ColiPoste

Malgré un environnement économique morose en France, l'activité de ColiPoste a progressé au cours du premier semestre 2013. Le chiffre d'affaires à fin juin 2013, de 767 millions d'euros, augmente de 14 millions d'euros par rapport à juin 2012, soit +1,9 %. Cette croissance provient principalement d'un trafic en hausse de 3,8 % hors effet jours ouvrés, soit +29 millions d'euros, d'un effet jours ouvrés défavorable de -1,6 %, soit -12 millions d'euros et d'un effet prix/mix négatif de -0,3 %, soit -2 millions d'euros, dû à la progression de la part relative dans le portefeuille clients des grands comptes.

Concernant les volumes on note l'évolution positive des produits B to C Colissimo (5,5%) soutenus par le fort développement de l'e-commerce tandis que les produits C to C sont stables (malgré l'impact défavorable de l'effet jour ouvré à fin juin) et que les volumes de Coliéco poursuivent leur baisse à -8 %.

La qualité de service à fin juin 2013 reste sur les mêmes niveaux élevés qu'en juin 2012 avec un taux de distribution à J+2 de 94 %.

Au cours du premier semestre, ColiPoste a lancé le projet « Satisfaction 2015 », programme d'engagement pour une performance durable fondée sur 4 axes : les Clients (proposer des innovations et renforcer la relation clientèle sur la base d'un fort niveau de qualité de livraison), les Equipes (promouvoir l'esprit de service et développer les talents), l'Entreprise (assurer une croissance rapide et améliorer la compétitivité) et l'Environnement (garantir une livraison neutre en CO2, agir en donneur d'ordre responsable).

3.2.2 GeoPost

Les ventes du premier semestre 2013 de GeoPost ont progressé régulièrement de mois en mois pour atteindre 2 070 millions d'euros à fin juin 2013, soit une progression de 127 millions d'euros (+6,6 %) par rapport à 2012. Hors effet périmètre (+28 millions d'euros) et change (-15 millions d'euros), la croissance organique de GeoPost est de 114 millions d'euros, soit +6 %. A l'instar du marché du colis, cette progression du chiffre d'affaires est soutenue par des trafics en croissance de 8,6 %, soit 168 millions d'euros, minoré d'un effet jours ouvrés négatif de 17 millions d'euros et d'un effet prix/mix défavorable de 37 millions d'euros (mix produits, mix client et mix pays).

Les évolutions du chiffre d'affaires par zone géographique suivent les tendances de l'année précédente :

- Croissance organique importante des filiales au Royaume Uni (+16,3 %) en raison de volumes en forte progression tant sur le marché domestique que sur les flux internationaux.
- Augmentation des ventes en France ; Exapaq à +4 % et Chronopost à +6 %, en lien avec la croissance des volumes. Pour Chronopost, la bonne performance des volumes se lit sur l'ensemble des produits et spécifiquement sur les produits livrés en points relais ainsi que sur les volumes des grands comptes, mais s'accompagne d'une baisse des prix de vente moyens.
- Poursuite du développement de la filiale au Benelux (9 %) porté par des volumes en croissance sur l'international. A noter que les volumes export représentent deux tiers de l'activité de cette filiale, compte tenu des spécificités du marché local.
- Les filiales espagnoles retrouvent une évolution positive de +5 % après deux ans de baisse. Cette amélioration est le fruit d'un plan de relance commercial initié en 2012 ayant permis de conquérir des parts de marché. L'effet prix est défavorable par rapport au premier semestre 2012 mais, après plusieurs mois de baisse, le prix de vente moyen est désormais stabilisé (maintien du poids unitaire moyen des colis notamment).
- Les ventes de la filiale allemande progressent de 1 %. Cette hausse est principalement induite par un effet prix favorable tandis que les volumes sont en légère baisse.
- Les filiales d'Europe de l'Est poursuivent leur progression (+10,5 %) portées par un volume en croissance de 11 %.

3.2.3 Autres indicateurs clés du Colis-Express

Les flux de chiffre d'affaires interne entre le pôle ColiPoste et le pôle GeoPost s'élèvent à 29 millions d'euros sur le premier semestre 2013.

A la fin du premier semestre 2013, le résultat d'exploitation du secteur Colis-Express est de 182 millions d'euros ce qui représente un taux de marge de 6,4%, en recul de 28 millions d'euros par rapport à juin 2012.

Cette baisse est imputable à l'effet prix/mix négatif sur le chiffre d'affaires, à une augmentation de certaines facturations internes pour ColiPoste, à la poursuite anticipée d'une évolution défavorable des coûts d'exploitation du secteur en Allemagne pour 2013 mais aussi au lancement de nouveaux projets visant à l'amélioration continue de la qualité de l'offre de services dont les effets ne se feront sentir que de façon progressive. Face à ces effets négatifs, Coliposte a par ailleurs réagi en renforçant ses actions commerciales et en lançant un programme de maîtrise des charges ; ces actions produiront un impact positif sur la seconde partie de l'année 2013.

3.3 Les Activités bancaires

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et le Groupement de moyens constitué entre la Poste et La Banque Postale régi par une convention de répartition de frais. L'ensemble des charges relatives au groupement de moyens (principalement les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale) est refacturé à l'euro/l'euro à La Banque Postale.

3.3.1 Environnement économique et financier

L'environnement économique et financier (cf. 1.1) a été marqué par :

- Des taux courts stables à un niveau historiquement bas malgré la réduction de la surabondance des liquidités bancaires (remboursement des LTRO ⁽⁴⁾) : Eonia en dessous de 0,1 % et un Euribor 3 mois à peine au-dessus de 0,2 % ;
- Un niveau encore très bas des taux longs avec une hausse sur la fin du semestre suite à l'anticipation par les marchés d'une réduction des achats de titres de la FED et donc d'une diminution du rythme de création de liquidité, de fortes disparités subsistant entre les Etats de la zone euro. L'OAT 10 ans après un passage sous les 2 % (1,65 % point bas à fin avril), s'établit au 30 juin à 2,35 % ;
- Des marchés actions qui baissent avec l'annonce de la FED qui se prépare à réduire le montant de ses achats de titres provoquant l'inquiétude des opérateurs (CAC 40 à 3 738 points au 30 juin) ;
- Un environnement réglementaire particulièrement riche marqué en Europe par l'adoption de la CRD IV/CRR transposant Bâle III et en France, par les premiers projets et débats autour de la Loi Bancaire.

3.3.2 Activités commerciales

Dans ce contexte de taux bas et de situation économique très ralentie en France, la Banque Postale fait preuve d'un bon dynamisme commercial avec une progression sur douze mois de 3,4% des encours clientèle et de 18 % des encours de crédit.

Concernant les encours clientèle, la collecte nette sur le premier semestre 2013 s'élève à 1,8 milliards d'euros. L'évolution des encours clientèle sur les douze derniers mois est la suivante :

⁽⁴⁾ 'Long term refinancing operation'

Semestre clos le 30 juin

(en milliards d'euros)			Semestre clos le 30 juin	
	2013.06	2012.06	Variation (en Md€)	Variation (en %)
Dépôts à vue	47,2	47,8	-0,6	-1,3 %
Epargne ordinaire	87,0	80,6	+6,5	+8,0 %
Livret A	64,8	58,7	+6,1	+10,4 %
LEP	8,9	9,4	-0,5	-5,6 %
LDD	7,0	4,9	+2,1	+42,5 %
Autres livrets	6,3	7,5	-1,2	-16,2 %
Epargne logement	26,7	26,8	-0,1	-0,4 %
OPCVM ^(a)	14,7	15,2	-0,5	-3,5 %
Assurance-Vie	116,6	112,4	+4,2	+3,7 %
Autres ^(b)	1,9	1,7	+0,2	+13,5 %
EPARGNE CLIENTELE ^(c)	294,1	284,5	+9,6	+3,4 %

(a) Produits distribués par le réseau de la Banque Postale et par BPE.

(b) Comptes à terme et PEP.

(c) Effet périmètre avec l'intégration de BPE pour 1,9 Md€ d'encours clientèle

La progression des encours clientèle de La Banque Postale de 3,4% à 294,1 milliards d'euros est soutenue par la forte progression de l'épargne ordinaire (+8,0 %). L'épargne financière affiche une progression de 2,9 % à 131 milliards d'euros malgré une collecte nette en léger repli sur le premier semestre 2013. Hors intégration de BPE, la hausse de l'épargne financière s'élève à 1,9%.

Les ménages ont privilégié les produits d'épargne de bilan suivant la tendance constatée en 2012 avec une progression des encours respectivement de près de 6,1 milliards d'euros à fin juin 2013 pour le Livret A et de 2,1 milliards pour le LDD (impact favorable des relèvements de plafonds intervenus en début d'année).

Le développement de l'offre de crédit confirme pour sa part la contribution de La Banque Postale au financement de l'économie avec une progression de 18 % des encours sur les douze derniers mois, soit + 8 milliards d'euros, décomposée sur les principales natures de crédits suivantes :

Semestre clos le 30 juin

(en milliards d'euros)			Semestre clos le 30 juin	
	2013.06	2012.06	Variation (en Md€)	Variation (en %)
Crédits immobiliers ^(a)	48,6	42,8	+5,8	+13,6 %
Crédits à la consommation	3,0	2,2	+0,8	+34,3 %
Autres crédits ^(b)	1,0	1,1	-0,1	-12,6 %
Crédits aux personnes morales ^(c)	2,5	0,6	+1,9	n.s.
CREDITS CLIENTELE	55,1	46,7	+8,4	+17,9 %

(a) Effet périmètre de 3,3 Md€, incluant le rachat au 2nd semestre 2012 des prêts à taux zéro au Crédit Foncier et l'intégration de BPE en 2013

(b) D.A.V débiteurs et différés cartes bancaires.

(c) Entreprises, Bailleurs Sociaux, Associations et Collectivités Territoriales.

Les mises en force de crédits immobiliers progressent sur le premier semestre 2013 de 23 % par rapport à la production du premier semestre à 4,1 milliards d'euros. Les encours de crédits immobiliers augmentent de 13,6% sur les douze derniers mois. Hors intégration de BPE et rachat des prêts à taux zéro intervenu au cours du second semestre 2012, l'évolution est de 6,3%.

Le développement du crédit à la consommation se traduit par une progression des encours de +34,3 % en un an, atteignant 3,0 milliards d'euros à fin juin 2013 avec 0,9 milliards d'euros de mises en force sur le premier semestre 2013 (soit +30 % par rapport à la production du premier semestre 2012).

Sur le marché des personnes morales, les encours totaux s'élevèrent à 2,5 milliards d'euros à fin juin 2013 avec le développement des financements du secteur des collectivités locales et des entreprises.

3.3.3 Performance opérationnelle

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Gestion d'actifs	67	60	+6	+10,7 %
Assurances	65	52	+12	+23,8 %
Banque de détail	2 628	2 555	+73	+2,9 %
<i>Marge nette d'intérêts</i>	1 709	1 657	+52	+3,1 %
<i>Commissions</i>	975	912	+64	+7,0 %
<i>Autres produits et charges</i>	-56	-14	-42	n.s.
Produit Net Bancaire	2 760	2 668	+92	+3,4 %
PRODUIT NET BANCAIRE HORS EL ET EIC ^(a)	2 756	2 668	+88	+3,3 %

(a) Epargne Logement et Echange Image Chèque.

Le produit net bancaire consolidé de La Banque Postale s'établit à 2 760 millions d'euros à fin juin 2013, soit une hausse après retraitement de la provision épargne logement et de l'amende Echange Image Chèque, de +3,3 % par rapport à 2012. Cette croissance du PNB intervient dans un contexte de taux historiquement bas soulignant la résistance du modèle de La Banque Postale, centré sur la banque de détail :

- Le PNB du pôle gestion d'actif est en hausse de 10,7 % à 67 millions d'euros, avec des encours sous gestion à 146,1 milliards d'euros en progression de 6,2 % à fin juin 2013 par rapport à juin 2012.
- Le PNB du pôle assurance à 65 millions d'euros poursuit sa progression (+23,8 % par rapport à 2012) avec notamment le développement de La Banque Postale Assurance IARD dont le portefeuille s'établit à 680 000 contrats. Il convient également de noter la finalisation du déploiement de l'offre de produits d'assurance santé dans le réseau à la fin du premier semestre.
- Le PNB de la banque de détail, hors variation de la provision épargne logement et impact de l'amende Echange Image Chèque (EIC), progresse de 2,7 % soit +69 millions d'euros. Cette évolution est liée notamment :
 - Aux commissions clientèle intégrant les efforts d'équipement de la clientèle, les ventes de produits d'assurance et d'OPCVM ;
 - Aux développements des activités de crédit de la Banque Postale avec la montée en puissance du secteur 'Entreprises et Collectivités Locales' et la croissance des crédits à la consommation ;
 - A l'intégration de la BPE dans le périmètre de consolidation qui se traduit par un PNB additionnel de 13 millions d'euros.

Semestre clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Produit net bancaire	2 760	2 668	+92	+3,4 %
Frais de gestion	-2 287	-2 238	-50	+2,2 %
Gains et pertes sur autres actifs ^(a)	8	-1	+9	n.s.
Résultat brut d'exploitation	481	429	+51	+11,9 %
Coût du risque	-78	-82	+4	-5,1 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	403	348	+55	+15,9 %
Coefficient d'exploitation LBP	83,2%	83,9%		-0,7 pts

(a) Badwill CNP 8,4 M€.

Les frais de gestion des activités bancaires augmentent de 2,2% avec une hausse des charges de personnel et des amortissements en lien avec le développement des nouvelles activités et l'intégration de la Banque Privée Européenne dans le périmètre pour un montant de 12 millions d'euros.

Hors provision épargne logement et amende EIC, le Résultat Brut d'Exploitation des activités bancaires progresse de 47 millions d'euros à juin 2013, soit + 11,0 %.

Compte tenu du développement favorable du PNB et des efforts de maîtrise des charges, le coefficient d'exploitation de La Banque Postale s'établit à 83,2 % en amélioration de 0,7 pts par rapport au 30 juin 2012.

Le coût du risque consolidé est en baisse de 4 millions d'euros sur la période. Retraité de la provision passée sur la Grèce au premier semestre 2012 (34 millions d'euros), le coût du risque progresse néanmoins de 30 millions sur le 1^{er} semestre 2013. Cette évolution est liée principalement à la hausse des encours de crédits immobiliers et de crédits à la consommation ainsi qu'aux impacts d'un changement de mode d'évaluation dans le domaine du crédit à l'habitat comptabilisé au cours du premier semestre 2012. A noter l'intégration du coût du risque de BPE pour 2 millions d'euros.

Au global, le résultat d'exploitation des Activités bancaires progresse de 55 millions d'euros.

Le ratio Core Tier 1 s'établit à 11,2 % au 30 juin 2013 contre 12,1 % au 31 décembre 2012.

Le ratio crédits sur dépôts s'élève à 64% contre 59% à fin 2012.

Il convient également de noter que le Conseil d'administration du Groupe La Poste du 4 juillet 2013 a décidé de procéder à une augmentation des fonds propres de La Banque Postale de 1 milliard d'euros afin de soutenir son développement et de conforter sa structure financière dans la durée au regard des évolutions réglementaires. Cette augmentation des fonds propres interviendra avant la fin de l'année (voir 1.4 ci-dessus).

3.4 L'Enseigne

Le secteur « Enseigne » agrège les activités de vente et de distribution, auprès du grand public, des produits et services du Groupe La Poste (Enseigne Maison Mère) ainsi que l'activité de La Poste Telecom distribuant son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	2 078	2 088	-10	-0,5 %
dont CA hors groupe	43	43	+0	+0,8 %
Charges opérationnelles	-2 130	-2 127	-3	+0,1 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	-53	-39	-14	+34,3 %

3.4.1 Enseigne Maison Mère

Le chiffre d'affaires de l'Enseigne est constitué essentiellement de facturations internes vers les autres métiers du groupe La Poste. L'Enseigne en tant que réseau de distribution multi-métiers, ventile ses coûts aux Métiers sur la base des prestations qu'elle réalise pour leur compte :

- Conventions de service assises sur des inducteurs opérationnels (chiffre des ventes, objets traités) avec le Courrier, ColiPoste et Chronopost ;
- Avec La Banque Postale, convention de service basée sur les opérations traitées pour l'activité financière au guichet et facturation au réel des coûts de la ligne conseil bancaire hébergée par l'Enseigne (conseillers financiers, etc.) ;
- Transfert au secteur 'Non affecté' des coûts liés aux missions de service universel postal, des coûts liés à la mission d'aménagement du territoire et des charges transitoires (notamment les dispositifs de fin de carrière).

Ces facturations sont quasiment stables sur le premier semestre 2013, la baisse de l'activité au guichet (-5,2 % d'activité sur le premier semestre 2013 par rapport à la même période en 2012) étant compensée par une automatisation croissante des opérations, dans un contexte de quasi stabilité des coûts unitaires grâce également à l'effet favorable du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE).

Au 30 juin 2013 le réseau compte 17 046 points de contact dont 7 282 sont en partenariat (agences postales communales, relais poste, etc.).

L'Enseigne joue un rôle clé dans le déploiement de l'activité commerciale des Métiers du Groupe et notamment dans le domaine bancaire où elle pilote l'ensemble des 10 000 conseillers financiers pour la clientèle particuliers de La Banque Postale. L'Enseigne engage en ce sens de nombreuses actions pour améliorer la satisfaction clients :

- L'Enseigne s'est dotée ces dernières années d'un parc de 19 570 automates aussi bien pour ses activités bancaires que pour ses activités courrier/colis (dont 2 135 mis en service sur le premier semestre 2013). Ceci a contribué à maintenir un flux clients global en bureaux de poste équivalent sur le premier semestre 2013 par rapport à celui enregistré sur 2012.
- Cette politique d'automatisation fait partie intégrante de la modernisation du réseau des bureaux de poste entreprise depuis plusieurs années par l'Enseigne. Cela se traduit par 165 bureaux de poste modernisés supplémentaires sur le premier semestre 2013 contre 51 sur le premier semestre 2012.

Ce grand projet du Groupe participe directement à la réduction de l'attente en bureaux de poste et donc à l'amélioration de la qualité du service au client. Ainsi le temps d'attente moyen d'accès au guichet pour effectuer une opération a diminué de 3 minutes en 4 ans, passant de 7 minutes et 34 secondes en avril 2009 à 4 minutes et 32 secondes en avril 2013 (mesure semestrielle par prestataire externe).

- Afin d'accélérer le développement commercial de La Banque Postale il a été décidé au cours du premier semestre 2013 de rattacher les Directeurs Commerciaux Régionaux Bancaires, en charge de l'animation commerciale, aux 6 Directeurs Exécutifs (DEX) de l'Enseigne répartis sur tout le territoire. Les 25 Directions Commerciales Régionales Bancaires encadrent les 107 directions commerciales bancaires locales, soit environ 1 800 collaborateurs. Ces directions pilotent les collaborateurs de la filière patrimoniale et de la filière immobilière. Elles ont également la responsabilité des experts commerciaux bancaires qui professionnalisent les 10 000 conseillers bancaires.

Cette nouvelle organisation va permettre le développement de synergies et accroître la fluidité des acteurs du développement commercial de l'Enseigne.

Le résultat d'exploitation est en légère dégradation sur le premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012, en lien avec l'évolution des dotations aux provisions pour avantages sociaux comptabilisées sur le premier semestre 2013.

3.4.2 La Poste Mobile

La Poste Telecom, opérateur de réseau mobile virtuel du Groupe, propose son offre sous la marque « La Poste Mobile ». En 2012, la Poste Mobile a conquis 78 000 lignes malgré l'arrivée du quatrième opérateur qui a fortement déstabilisé le marché et a terminé l'année avec un parc de 643 000 lignes.

Sur le premier semestre 2013, l'adaptation des offres à l'attente des clients a permis de conserver une activité dynamique sur ce marché très concurrentiel. Les offres à prix réduit (forfaits sans mobile) ont en effet rencontré un vif succès, permettant d'atteindre au 30 juin 2013 un parc de 748 000 lignes.

Cet effet positif sur les volumes (+ 16 %) est cependant atténué par la baisse de la recette unitaire. Ainsi le chiffre d'affaires de La Poste Mobile s'élève à 71 millions d'euros (à 100 %, le Groupe La Poste consolidant cette entité proportionnellement à hauteur de 51 %) sur le premier semestre, en croissance de 5,7 % par rapport à 2012.

La Poste Mobile a par ailleurs lancé au cours du premier semestre une offre 'quadruple play' ainsi qu'une offre pour les professionnels (voir 1.3.4).

3.5 L'Immobilier

Le secteur Immobilier correspond à la filiale Poste Immo et à la Direction de l'Immobilier.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	435	398	+37	+9,2 %
dont CA hors groupe	19	4	+15	n.s.
Charges opérationnelles	-408	-375	-33	+8,7 %
Résultat de cession	9	49	-40	-80,9 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	36	72	-36	-50,0 %

A fin juin 2013, le chiffre d'affaires du secteur Immobilier s'élève à 435 millions d'euros, en progression de 37 millions d'euros, soit +9,2 % par rapport à 2012 :

- La contribution à cette progression des SCI La Bataille (construction de bureaux) et rue Cler (construction de logements) est de 14 millions d'euros. Ces SCI réalisent des opérations de co-promotion/développement et sont consolidées par intégration proportionnelle. Elles ont connu une montée en puissance de leur activité à partir du second semestre 2012.

- Le chiffre d'affaires externe hors activités de promotion/développement (loyers mis à bail auprès de tiers externes au groupe principalement) progresse de 0,9 millions d'euros.
- La croissance du chiffre d'affaires interne au Groupe de 21,7 millions d'euros (+6 %) est portée par les loyers et les compléments de loyers (facturation à l'Enseigne des aménagements réalisés pour améliorer l'accueil des clients dans le cadre du projet de modernisation des bureaux de poste).

Le Résultat d'exploitation s'élève à 36 millions d'euros sur le premier semestre 2013, en baisse de 36 millions d'euros par rapport à 2012. Cette baisse est due au résultat de cessions qui diminue de 40 millions d'euros (plus-values significatives réalisées au premier semestre 2012 sur les ventes des sites d'Issy Les Moulineaux et de Créteil), évoluant de 49 millions d'euros à 9 millions d'euros entre juin 2012 et juin 2013. Le résultat d'exploitation hors résultat de cessions progresse de 4 millions d'euros.

3.6 Autres secteurs

3.6.1 Supports et structures

Le secteur « Supports et structures » correspond aux directions Supports (principalement Informatique, Gestion de parc de véhicules et Approvisionnements) qui refacturent leurs prestations aux autres secteurs d'activité et aux coûts du Siège du Groupe.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Produits opérationnels	409	420	-11	-2,6 %
Charges opérationnelles	-517	-519	+2	-0,5 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	-107	-99	-8	+8,6 %

Les produits opérationnels s'établissent à 409 millions d'euros dont :

- 388 millions d'euros pour les produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres secteurs d'activité. Les prix unitaires sont fixés préalablement à l'exercice par convention de service et la facturation dépend des volumes réalisés ;
- 22 millions d'euros de frais de siège supportés par les filiales.

Par rapport au premier semestre 2012, les facturations sont en diminution de 11 millions d'euros en lien avec l'activité des supports et les charges d'exploitation en diminution de 2 millions d'euros.

3.6.2 Les charges non affectées

Le secteur « Non affecté » comprend les coûts de la mission de service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire, l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et enfin les charges transitoires liées aux dispositifs de fin de carrière considérées comme transverses au Groupe et donc non affectées aux Métiers.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin			
	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Coût net de la présence territoriale	-301	-298	-3	+1,2 %
Autres charges opérationnelles	-0	-33	+32	-99,5 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	-302	-330	+29	-8,7 %

La baisse de 32 millions d'euros constatée au titre des charges opérationnelles provient des charges transitoires, dont la baisse est due à un nombre d'adhésions aux dispositifs de fin de carrière plus faible sur 2013 qu'au cours du premier semestre 2012.

4. Autres agrégats-clés du compte de résultat

4.1 Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	2013.06	2012.06	Variation	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Charges nettes d'intérêts	-83	-76	-7	+9,6 %
Variation de "juste valeur"	-17	-19	+3	-13,1 %
Coût de l'endettement financier net	-100	-95	-5	+4,9 %
Autres éléments du Résultat financier	-13	-27	+14	-51,9 %
RESULTAT FINANCIER	-113	-122	+9	-7,6 %

Le résultat financier s'améliore légèrement à -113 millions d'euros, avec une charge d'intérêts de la dette en progression de 7 millions d'euros, suite à des taux courts particulièrement faibles sur le premier semestre 2013.

Le coût moyen de la dette obligataire est passé de 3,25 % en 2012 à 2,96 % après gestion active (4,52 % avant gestion active) à fin juin 2013.

La variation de « juste valeur » de la dette et des swaps adossés reste stable. Les autres éléments du résultat financier (-13 millions d'euros) correspondent essentiellement à la charge d'actualisation de la dette sociale en baisse de 14 millions d'euros par rapport à fin juin 2012, suite à la baisse des taux d'actualisation.

4.2 Résultat net part du Groupe

(en millions d'euros)	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Produits opérationnels	10 948	10 887	+61	+0,6 %
Charges opérationnelles	-10 464	-10 254	-210	+2,0 %
Résultat d'Exploitation	483	632	-149	-23,6 %
Résultat financier	-113	-122	+9	-7,6 %
Résultat courant avant impôt	371	510	-140	-27,4 %
Impôt sur le résultat	-83	-179	+96	-53,8 %
Quote-part des sociétés mises en équivalence	112	106	+7	+6,3 %
Résultat Net de l'ensemble consolidé	400	437	-37	-8,4 %
RESULTAT NET PART DU GROUPE	396	437	-41	-9,2 %
Intérêts minoritaires	4	-0	+4	n.s.

Le résultat net part du Groupe passe de 437 millions d'euros à fin juin 2012 à 396 millions d'euros à fin juin 2013, en baisse de -41 millions d'euros :

- Le résultat courant avant impôts diminue de 140 millions d'euros à 371 millions d'euros.
La charge d'impôt du Groupe s'élève à 83 millions d'euros sur le premier semestre 2013, dont un produit d'impôt différé de 49 millions d'euros. Cette charge d'impôt s'inscrit en diminution de 96 millions d'euros par rapport à 2012, conséquence directe de la baisse du résultat courant avant impôt qui intègre par ailleurs le montant du CICE non imposable.
- La quote-part des sociétés mises en équivalence s'établit à 112 millions d'euros en 2013, en augmentation de 7 millions d'euros par rapport à juin 2012 et intègre principalement la contribution de CNP Assurances que le Groupe détient désormais à hauteur de 20,15%.

5. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe.

La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du Groupe ne prend pas en compte l'activité bancaire pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du Groupe varie en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires ;
- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste ;
- La charge d'impôt courante dans le cadre du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par la Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

5.1 Variation de la Dette Nette

5.1.1 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont en diminution par rapport à juin 2012 :

(en millions d'euros)	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
EBE hors Banque	470	604	-134	-22,2 %
Dividendes LBP et des sociétés mises en équivalence	260	187	+72	+38,7 %
Variation du BFR et autres	-29	-168	+138	-82,4 %
Impôts payés	31	8	+22	n.s.
Neutralisation du CICE ^(a)	-128	0	-128	+0,0 %
Divers ^(b)	-11	-12	+1	-6,7 %
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	591	620	-29	-4,8 %

(a) Le CICE acquis sur la période est inclus dans l'EBE hors Banque et neutralisé à ce niveau en l'absence d'effet sur la trésorerie en 2013.

(b) Réintégration des créances irrécouvrables, produits et charges financiers divers.

- L'Excédent Brut d'Exploitation hors Banque se dégrade de 134 millions d'euros à fin juin 2013, en raison principalement de la baisse de l'EBE du Courrier, impacté par la baisse des trafics au cours du premier semestre 2013.
- Les dividendes reçus de La Banque Postale et des sociétés mises en équivalence augmentent de 72 millions d'euros à fin juin 2013 en raison d'un meilleur résultat 2012 par rapport à 2011 de la Banque Postale (2011 avait été fortement grevé par la crise obligataire Grecque).
- La variation de BFR des activités hors Banque s'établit à -29 millions d'euros sur le premier semestre 2013, variation liée à la saisonnalité des activités industrielles et commerciales du Groupe. La variation moins défavorable du BFR à fin juin 2013 au regard du premier semestre 2012 provient en grande partie de la baisse de l'encaisse en bureaux de Poste pour un montant de 197 millions d'euros. La valeur fin de mois de cet agrégat très volatil, lié notamment aux réserves nécessaires au rechargement de DAB (Distributeurs Automatiques de Billets), est fortement conditionnée par le positionnement du dernier jour du mois (réserves plus importantes en prévision des week-ends par exemple).
- L'impact du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi comptabilisé en moins des charges de personnel et donc inclus dans l'EBE hors Banque s'élève à -128 millions d'euros sur le premier semestre 2013. L'impact en trésorerie du CICE généré sur 2013 interviendra au plus tôt en 2014 via imputation sur l'impôt dû au titre de 2013 et au plus tard en 2017 sous la forme d'un versement par l'administration fiscale, conformément aux conditions prévues par la législation.
- Après prise en compte du produit d'intégration fiscale, l'impôt induit un effet positif sur la dette nette du Groupe de 31 millions d'euros sur le premier semestre 2013, en raison de l'imputation du déficit des activités non bancaires sur l'impôt versé par La Banque Postale à sa maison mère.

5.1.2 Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque

Les flux nets de décaissements au titre des investissements hors Banque s'élèvent à 345 millions d'euros à fin juin 2013, en augmentation de 11 % par rapport à juin 2012.

(en millions d'euros)	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Achat d'actifs incorporels et corporels	-381	-387	+5	-1,4 %
Achat d'actifs financiers	-11	-11	0	-3,1 %
Cessions d'actifs	56	125	-69	-54,9 %
Acquisitions et cessions de filiales	-10	-39	+30	-75,6 %
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT HORS BANQUE	-345	-312	-33	+10,7 %

Ces investissements restent à un niveau élevé, en lien avec les engagements pris par le Groupe. Ils portent principalement sur la poursuite de la rénovation du réseau de bureaux de poste, la maintenance du parc immobilier et de l'outil industriel, le renforcement du réseau européen et international de l'activité Express (notamment au Royaume Uni sur le premier semestre 2013), les véhicules et les systèmes d'information.

Les achats d'actifs incorporels et corporels se répartissent par Métier comme suit :

(en millions d'euros)	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Courrier	80	87	-7	-7,7 %
Colis-Express	56	77	-21	-27,1 %
Enseigne	19	19	0	+1,6 %
Immobilier	126	140	-14	-9,8 %
Support	100	65	+35	+53,7 %
Investissements décaissés	381	387	-5	-1,4 %
Variation de dettes fournisseurs	-16	-57	+41	-72,3 %
INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANQUE	365	330	+35	+10,7 %

A noter que l'équipement en véhicules électriques porté par la société Véhiposte explique l'essentiel de la forte progression des investissements au niveau des fonctions support compte tenu des engagements pris par le Groupe d'acquérir 10 000 véhicules électriques d'ici fin 2015.

Les achats d'actifs financiers (dépôts de garantie et titres de participation) sont présentés hors 'Placements de trésorerie à plus de 3 mois' (respectivement 102 millions d'euros et 119 millions d'euros sur les premiers semestres 2013 et 2012, voir ci-dessous partie 5.2) qui s'inscrivent dans le cadre de la gestion de trésorerie courante du Groupe et sont donc présentés en déduction de la dette nette.

Acquisitions et cessions de filiales : aucune acquisition significative n'a été réalisée au sein des sociétés industrielles et commerciales au cours du premier semestre 2013. Il convient néanmoins de rappeler l'acquisition de la Banque Privée Européenne (BPE) par La Banque Postale en avril 2013 pour 115 M€ (cf.1.3.3) dont les flux d'acquisition ne sont pas directement appréhendés dans le tableau ci-dessus (cf 5.1.2 ci-dessus, cette acquisition sera prise en compte via la capacité de distribution de La Banque Postale).

Les cessions d'actifs, à 56 millions d'euros, sont inférieures à celles de 2012, le Groupe avait vendu deux actifs majeurs au 1^{er} semestre 2012, le site d'Issy-les-Moulineaux et une plateforme à Créteil.

5.1.3 Variation de la dette nette

Compte tenu des éléments précédents, le Groupe a généré 48 millions d'euros de trésorerie dans le cadre de ses opérations à fin juin 2013, après avoir versé 172 millions d'euros de dividendes aux actionnaires au titre du résultat 2012.

Le versement de la 3^{ème} et dernière tranche de l'augmentation de capital est intervenu en avril 2013 à hauteur de 600 millions d'euros, permettant de réduire la dette nette du Groupe de -557 millions d'euros sur la période à 2 903 millions d'euros.

(en millions d'euros)	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	591	620	-29	-4,8 %
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque	-345	-312	-33	+10,7 %
Flux de trésorerie disponible	246	308	-62	-20,1 %
Dividendes versés	-172	-145	-26	+18,2 %
Intérêts financiers (charge nette d'intérêts) ^(a)	-25	-31	5	-17,7 %
Flux nets de trésorerie disponible	48	133	-84	-63,4 %
Augmentation de capital	602	1 050	-448	-42,7 %
Éléments sans impact sur la trésorerie	-95	-80	-15	+19,2 %
DIMINUTION DE LA DETTE NETTE	557	1 103	-547	-49,5 %

(a) Charge nette d'intérêts hors variation des ICNE sur instruments financiers.

5.1.4 Flux de Trésorerie des Opérations (FTO)

Le Groupe pilote sa génération de trésorerie à l'aide de l'indicateur 'Flux de Trésorerie des Opérations' (FTO). Cet indicateur permet d'identifier la trésorerie disponible, dégagée par ses activités opérationnelles avant variation du BFR (y compris encaisse des bureaux de poste) et après charges financières versées. Le FTO permet de financer les capitaux employés du Groupe, y compris la croissance externe éventuelle, tout en faisant face à ses contraintes de financement (paiement des dividendes aux actionnaires, remboursement de dettes).

La réduction de 33 millions d'euros du FTO à fin juin 2013 est principalement imputable à la baisse de l'EBE hors Banque compensée partiellement par l'augmentation des dividendes versés par La Banque Postale.

(en millions d'euros)	2013.06	2012.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
EBE hors Banque	470	604	-134	-22,2 %
Dividendes LBP et des sociétés mises en équivalence	260	187	+72	+38,7 %
Impôts payés	31	8	+22	n.s.
Charges financières versées	-25	-31	+5	-17,7 %
Divers ^(a)	-11	-12	+1	-6,7 %
FLUX DE TRESORERIE DES OPERATIONS	724	757	-33	-4,4 %

(a) Créances irrécouvrables, produits et charges financières divers.

5.2 Variation de trésorerie

La trésorerie du Groupe La Poste est passée de 2 167 millions d'euros à l'ouverture à 2 534 millions d'euros à fin juin 2013, en raison notamment de l'augmentation de capital de 600 millions d'euros intervenue en avril 2013.

(en millions d'euros)	2013.06	2012.12	Variation	
			(en M€)	(en %)
Flux net de trésorerie disponible	48	129	-80	-62,3 %
Augmentation de capital	602	1 053	-451	-42,8 %
Variation des emprunts	-11	54	-65	n.s.
Placements de trésorerie à plus de 3 mois	-102	-119	+17	-14,2 %
Autres flux liés aux opérations de financement	-48	63	-111	n.s.
Flux intragroupe avec LBP et autres éléments	-67	-159	+92	-57,8 %
Variation des ICNE sur instruments financiers	-57	0	-57	n.s.
Autres éléments ^(a)	0	0	+0	+0,0 %
Variation de trésorerie	367	1 022	-655	-64,1 %
Trésorerie à l'ouverture	2 167	1 146	+1 022	+89,2 %
TRESORERIE A LA CLOTURE	2 534	2 167	+367	+16,9 %

(a) Effets de change, filiales destinées à être cédées et changements de méthode de consolidation.

5.3 Décomposition de l'endettement financier

5.3.1 Endettement brut

Le détail de l'endettement brut du Groupe à fin juin 2013 et à fin décembre 2012 est donné ci-dessous :

(en millions d'euros)	2013.06			2012.12		
	Court terme	Moyen et long terme	Total	Court terme	Moyen et long terme	Total
Obligations	726	5 894	6 620	726	5 968	6 694
Bons la Poste	65	0	65	66	0	66
Billets de trésorerie	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnement reçus	376	27	402	486	25	512
Intérêts courus	181	0	181	139	0	139
Autres	148	102	250	151	91	242
ENDETTEMENT BRUT	1 495	6 023	7 517	1 567	6 085	7 652

La dette brute de La Poste est constituée de 10 emprunts obligataires à taux fixe d'origine, variabilisés pour certains dans le cadre de placements à taux variables (PTA). Un emprunt obligataire de 750 millions d'euros à taux fixe avait été émis en novembre 2012 d'une durée de 12 ans.

Le coût de la dette s'établit à 2,96 % en 2013 contre 4,52 % avant gestion active.

5.3.2 Endettement net

(en millions d'euros)	2013.06	2012.12	Variation	
			(en M€)	(en %)
Dettes financières	7 517	7 652	-135	-1,8 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-2 534	-2 167	-367	+16,9 %
Autres éléments d'actif ^(a)	-2 080	-2 025	-55	+2,7 %
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	2 903	3 460	-557	-16,1 %

^(a) titres de placement supérieurs à 3 mois, dérivés actifs associés à la dette, créance financière nette envers LBP

L'endettement net du Groupe s'élève à 2 903 millions d'euros au 30 juin 2013, en baisse de -557 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012 :

- Le Groupe a généré au travers de son exploitation et après couverture des investissements et du coût des capitaux employés, un flux net de trésorerie de 48 millions d'euros au cours de l'exercice (cf.5.2) ;
- La 3^{ème} et dernière tranche de l'augmentation de capital a été versée en avril 2013 pour 600 millions d'euros.
- Prise en compte d'éléments inclus dans la dette nette mais sans impact sur la trésorerie pour 95 M€ (notamment les variations de juste valeur et les intérêts courus et non-échus)

Compte tenu de la diminution de l'endettement net et de l'accroissement des capitaux propres du Groupe (cf. infra), le levier financier (Dette nette / Fonds propres) passe de 0,46 au 31 décembre 2012 à 0,36 au 30 juin 2013.

Le projet d'augmentation des fonds propres de La Banque Postale au second semestre à hauteur de 1 milliard d'euros impactera la dette nette du Groupe.

5.4 Capitaux propres et structure financière

(en millions d'euros)	2013.06	2012.12
Capitaux propres consolidés part du Groupe (ouverture)	7 470	6 784
Augmentation de capital	600	0
Résultat Net part du Groupe	396	479
Distribution de dividendes	-172	-144
Résultats latents sur instruments financiers	-71	437
Ecarts de conversion	-39	-16
Variation de valeur des options sur rachat d'intérêts minoritaires	-10	-52
Ecarts actuariels 2013	31	-
Ecarts actuariels au 1er janvier 2013 ^(a)	-108	-
Autres éléments	-14	-18
Capitaux propres consolidés part du Groupe (clôture)	8 084	7 470
Intérêts des minoritaires	61	65
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (CLOTURE)	8 145	7 535

^(a) Application au 1er janvier de la norme IAS19 révisée

Les capitaux propres part du Groupe s'élevèrent à 8,1 milliards d'euros au 30 juin 2013, soit une variation de 614 millions d'euros. La variation des résultats latents sur instruments financiers s'élève à -71 millions d'euros sur l'exercice.

5.5 Notation financière

Standard and Poor's a confirmé la notation de La Poste et a modifié à la baisse la perspective qui passe de positive à stable.

Suite à la dégradation de la note à long terme de la France de AAA à AA+, Fitch Ratings a révisé la notation à long terme de La Poste à AA- avec une perspective stable.

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Poste	Fitch Ratings	AA-	F1+	Stable	17 juillet 2013
	Standard and Poor's	A	A1	Stable	11 juillet 2013

6. Evénements post-clôture

Le Président Directeur Général du Groupe, Jean-Paul Bailly, a présenté au Conseil d'Administration du 4 juillet les orientations stratégiques, les trajectoires financières et les programmes de travail du Groupe La Poste pour les années à venir. Ces orientations seront développées et mises en œuvre immédiatement et pour les 5 années à venir, c'est-à-dire bien au-delà de l'échéance de son mandat en cours (novembre 2014).

Dans ce contexte le Président a annoncé lors du Conseil d'Administration du 4 juillet qu'il allait mettre fin à ses fonctions dans les prochaines semaines, en plein accord avec les pouvoirs publics actionnaires, à la fois pour des raisons personnelles et familiales et dans un souci partagé de laisser à son successeur toute la latitude, la durée et la liberté nécessaires pour mener à bien le projet stratégique du Groupe, avec le concours de l'équipe dirigeante et de tous les postiers. Il a ajouté que cette décision est également dictée par le souci de voir mise en œuvre une transition rapide et exemplaire, à même de garantir un passage de relais harmonieux évitant les périodes de flottement et d'incertitude de plusieurs mois qui précèdent inéluctablement toute fin de mandat.

Le Conseil d'administration a salué un mandat de 11 ans et s'est félicité de l'action de Jean-Paul Bailly qui a permis au Groupe de devenir un acteur majeur des échanges physiques comme électroniques, un acteur diversifié et présent à l'international, prêt à se confronter et à relever les grands défis économiques, sociaux et sociétaux de demain.

7. Perspectives

L'activité du Groupe sur le second semestre restera sensible à l'évolution des volumes du Courrier qui connaît par ailleurs des effets de saisonnalité avec un second semestre généralement moins fort que le premier, ainsi qu'aux conditions de marché, notamment pour La Banque Postale. Le Groupe confirme son objectif de légère croissance du chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'année et poursuivra ses efforts de maîtrise des charges.

La Poste a par ailleurs prévu au cours du second semestre de renforcer les fonds propres de La Banque Postale pour accompagner son développement commercial dans la durée, notamment ses activités de crédit, tout en contribuant au renforcement de la solvabilité et de la solidité de la banque. Cette opération, approuvée par le conseil d'administration du 4 juillet 2013, prévoit une augmentation de capital de 200 millions d'euros et la souscription de titres hybrides « Tier 1 » pour 800 millions d'euros.

Enfin, La Poste a présenté le 4 juillet 2013 devant son conseil d'administration son projet stratégique 2013-2018 : « la confiance partagée ». Quatre développements stratégiques ont été identifiés : l'approfondissement des actions en cours au sein des métiers, la transformation numérique du Groupe, la conquête du marché des services de proximité et au domicile et la poursuite de la croissance y compris à l'international.



Etats Financiers consolidés résumés

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé	50
État du résultat global consolidé	51
Bilan consolidé	52
Variation des capitaux propres consolidés	54
Tableau des flux de trésorerie consolidés	56

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1 Évènements significatifs du semestre	57
NOTE 2 Bases de préparation des états financiers consolidés	58
NOTE 3 Information sectorielle	60

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 Chiffre d'affaires des activités commerciales	61
NOTE 5 Produit net bancaire	63
NOTE 6 Achats et autres charges externes	63
NOTE 7 Charges de personnel et effectifs	64
NOTE 8 Autres charges et produits opérationnels	65
NOTE 9 Résultat financier	66
NOTE 10 Impôt sur le résultat	66

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 Écarts d'acquisition (goodwill)	67
NOTE 12 Immobilisations incorporelles et corporelles	68
NOTE 13 Participations dans les sociétés mises en équivalence	68
NOTE 14 Autres actifs des activités industrielles et commerciales	69
NOTE 15 Actifs financiers des activités bancaires	70
NOTE 16 Provisions pour risques et charges	71
NOTE 17 Emprunts obligataires et autres dettes financières	72
NOTE 18 Dette nette	74
NOTE 19 Avantages du personnel	75
NOTE 20 Passifs financiers des activités bancaires	76
NOTE 21 Dettes fournisseurs et autres dettes	76

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 22 Informations complémentaires sur les instruments financiers	77
NOTE 23 Transactions avec les parties liées	80
NOTE 24 Engagements hors bilan et passifs éventuels	80
NOTE 25 Évènements postérieurs à la clôture	80

Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)		S1 2013	S1 2012	2012
	NOTE	6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires Courrier		5 322	5 512	10 774
Chiffre d'affaires Express		2 064	1 937	4 016
Chiffre d'affaires Colis		752	737	1 522
Chiffre d'affaires Enseigne La Poste		43	43	88
Chiffre d'affaires Immobilier		19	4	41
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	8 200	8 233	16 441
Produits d'exploitation bancaire		4 241	4 727	8 815
Charges d'exploitation bancaire		(1 493)	(2 073)	(3 597)
Produit net bancaire	5	2 748	2 654	5 217
Produits opérationnels		10 948	10 887	21 658
Achats et autres charges	6	(3 472)	(3 347)	(7 108)
Charges de personnel	7	(6 332)	(6 305)	(12 599)
Impôts et taxes	8	(128)	(117)	(235)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(599)	(591)	(1 175)
Autres charges et produits opérationnels	8	66	60	224
Résultat des cessions d'actifs		1	46	52
Charges opérationnelles nettes		(10 464)	(10 254)	(20 842)
Résultat d'exploitation		483	632	816
Coût de l'endettement financier net	9	(100)	(95)	(221)
Autres éléments du résultat financier		(13)	(27)	(63)
Résultat financier		(113)	(122)	(284)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		371	510	532
Impôt sur le résultat	10	(83)	(179)	(231)
Quote-part de résultat sociétés mises en équivalence		112	106	180
Résultat net de l'ensemble consolidé		400	437	481
Part du groupe		396	437	479
Part des minoritaires		4	(0)	2

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012		2012	
		Retraité ⁽¹⁾	Publié	Retraité ⁽¹⁾	Publié
Résultat net de l'ensemble consolidé	400	437	437	481	481
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES					
Éléments recyclables					
Variation des résultats latents sur instruments financiers	(45)	120	120	216	216
<i>Dont reclassement en résultat net de l'exercice</i>	<i>(26)</i>	<i>52</i>	<i>52</i>	<i>38</i>	<i>38</i>
Écart de conversion	(24)	11	11	7	7
<i>Dont reclassement en résultat net de l'exercice</i>		<i>1</i>	<i>1</i>		
Quote part des autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence	(42)	53	53	198	198
<i>Dont - variation des résultats latents sur instruments financiers de la CNP</i>	<i>(33)</i>	<i>62</i>	<i>62</i>	<i>220</i>	<i>220</i>
<i>- autres résultats latents sur instruments financiers</i>	<i>6</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
<i>- réserves de conversion</i>	<i>(15)</i>	<i>(11)</i>	<i>(11)</i>	<i>(23)</i>	<i>(23)</i>
Éléments non recyclables					
Écarts actuariels sur avantages du personnel	31	(97)		(154)	
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	(80)	87	184	267	421
Résultat global	320	524	621	748	902
Résultat global part du groupe	317	524	621	746	900
Résultat global part des minoritaires	4	0	0	2	2

(1) Application d'IAS 19 révisée (voir note 2.1.A.)

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF		30/06/2013	31/12/2012
(en millions d'euros)	NOTE		
Écarts d'acquisition	11	1 561	1 562
Immobilisations incorporelles	12	820	825
Immobilisations corporelles	12	5 909	6 062
Participations dans les sociétés mises en équivalence	13	2 515	2 446
Autres actifs financiers non courants	14	1 067	894
Impôts différés actifs		191	113
ACTIF NON COURANT		12 063	11 903
Actifs courants bancaires			
Prêts et créances sur la clientèle	15	56 109	49 922
Créances sur les établissements de crédit	15	87 120	81 254
Portefeuille de titres	15	53 867	54 281
Autres actifs financiers courants	15	1 174	1 305
Comptes de régularisation	15	1 544	2 387
Caisse, banque centrale	15	1 354	2 726
Autres actifs courants			
Stocks et en-cours	14	149	203
Créances clients et autres créances	14	2 797	2 453
Autres actifs financiers courants	14	590	781
Encaisse des bureaux de Poste		523	719
Créance d'impôt sur les bénéfices		318	211
Autres comptes de régularisation - Actif		130	126
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	2 534	2 167
Actifs destinés à être cédés		115	104
ACTIF COURANT		208 323	198 641
TOTAL ACTIF		220 385	210 544

PASSIF (en millions d'euros)	NOTE	30/06/2013	31/12/2012	
			Retraité ⁽¹⁾	Publié
Capital social	1.1	3 800	3 400	3 400
Prime d'émission	1.1	900	700	700
Réserves		2 642	2 355	2 355
Résultat latent sur instruments financiers		509	581	581
Écarts actuariels sur avantages du personnel		(80)	(108)	
Réserve de conversion		(84)	(45)	(45)
Résultat de l'exercice part du groupe		396	479	479
Capitaux propres part du groupe		8 084	7 362	7 470
Intérêts minoritaires		61	65	65
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		8 145	7 427	7 535
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17	6 023	6 085	6 085
Avantages du personnel - dette non courante	19	1 779	1 821	1 713
Provisions pour risques et charges non courantes	16	76	90	90
Impôts différés passifs		152	142	142
PASSIF NON COURANT		8 030	8 140	8 032
Provisions pour risques et charges courantes				
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	16	1 071	1 005	1 005
Provisions pour risques et charges courantes	16	441	385	385
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17	1 495	1 567	1 567
Passifs courants bancaires				
Dettes financières	20	26 039	21 584	21 584
Dettes envers la clientèle	20	166 665	160 393	160 393
Autres passifs financiers	20	1 194	1 413	1 413
Comptes de régularisation	20	2 174	3 493	3 493
Autres passifs courants				
Dettes fournisseurs et autres dettes	21	4 088	4 349	4 349
État - Impôt sur les bénéfices		172	16	16
Avantages du personnel - dette courante	19	586	617	617
Autres comptes de régularisation - Passif		286	154	154
Passifs destinés à être cédés		0	0	0
PASSIF COURANT		204 210	194 977	194 977
TOTAL PASSIF		220 385	210 544	210 544

(1) Application d'IAS 19 révisée (voir note 2.1.A.)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2013

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Écarts actuariels sur avantages du personnel ⁽¹⁾	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2012 publiés	3 400	700	479	(45)	392	189		2 355	7 470	65	7 535
Application de IAS 19 révisée ⁽¹⁾							(108)		(108)		(108)
Capitaux propres consolidés au 31/12/2012 retraités	3 400	700	479	(45)	392	189	(108)	2 355	7 362	65	7 427
Augmentation de capital de La Poste ⁽²⁾	400	200							600		600
Distribution de dividendes			(171)						(171)	(5)	(176)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								17	17	2	19
Rachat d'intérêts minoritaires								(39)	(39)	(6)	(44)
Affectation du résultat 2012			(308)					308	-		-
Résultat global de la période			396	(39)	(33)	(39)	31		317	4	320
<i>Dont - Résultat net</i>			396						396	4	400
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				(39)	(33)	(39)	31		(80)		(80)
Autres							(3)		(2)	1	(1)
Capitaux propres consolidés au 30/06/2013	3 800	900	396	(84)	359	151	(80)	2 642	8 084	61	8 145

(1) Voir note 2.1.A.

(2) Voir note 1.4.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2012

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Écarts actuariels sur avantages du personnel ⁽¹⁾	Autres réserves	Total Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31/12/2011 publiés	3 400	700	478	(29)	171	(29)		2 093	6 783	3	6 786
Première application de IAS 19 révisée ⁽¹⁾							46		46		46
Capitaux propres consolidés au 31/12/2011 retraités	3 400	700	478	(29)	171	(29)	46	2 093	6 829	3	6 832
Distribution de dividendes			(144)						(144)	(5)	(149)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								(52)	(52)		(52)
Affectation du résultat 2011			(333)					333	-		-
Résultat global de la période			437		62	122	(97)		524	-	524
<i>Dont - Résultat net</i>			437						437	-	437
<i>- Autres éléments du résultat global</i>					62	122	(97)		87		87
Autres ⁽²⁾								(14)	(14)	34	20
Capitaux propres consolidés au 30/06/2012 retraités	3 400	700	437	(29)	233	93	(51)	2 361	7 143	32	7 175
Capitaux propres consolidés au 30/06/2012 publiés	3 400	700	437	(29)	233	93		2 361	7 194	32	7 226
Capitaux propres consolidés au 31/12/2011 publiés	3 400	700	478	(29)	171	(29)		2 093	6 783	3	6 786
Première application de IAS 19 révisée ⁽¹⁾							46		46		46
Capitaux propres consolidés au 31/12/2011 retraités	3 400	700	478	(29)	171	(29)	46	2 093	6 829	3	6 832
Distribution de dividendes			(144)						(144)	(6)	(151)
Options de rachat d'intérêts minoritaires								(24)	(24)	(6)	(31)
Rachat d'intérêts minoritaires								(28)	(28)		(28)
Affectation du résultat 2011			(333)					333	-		-
Résultat global de la période			479	(16)	221	216	(154)		746	2	748
<i>Dont - Résultat net</i>			479						479	2	481
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				(16)	221	216	(154)		267		267
Autres ⁽²⁾						2		(18)	(16)	73	57
Capitaux propres consolidés au 31/12/2012 retraités	3 400	700	479	(45)	392	189	(108)	2 355	7 362	65	7 427

(1) Voir note 2.1.A.

(2) Dont variation des intérêts minoritaires liés au changement de méthode de consolidation de Seur SA : 50 millions d'euros au 31 décembre 2012 et 36 millions d'euros au 30 juin 2012

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

en millions d'euros	S1 2013			S1 2012			2012		
	Groupe	Hors banque	La Banque Postale	Groupe	Hors banque	La Banque Postale	Groupe	Hors banque	La Banque Postale
Excédent Brut d'exploitation	1 105	470	635	1 218	604	613	2 117	915	1 202
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(93)	(12)	(81)	(93)	(15)	(78)	(181)	(28)	(153)
Produits et charges financières divers	1	1	(0)	4	4		3	3	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 013	459	554	1 128	593	535	1 939	890	1 049
Variation du besoin en fonds de roulement	(206)	(226)	20	(243)	(248)	5	136	161	(25)
Variation de l'encaisse des bureaux de poste	197	197		80	80		(88)	(88)	
CICE de la période	(129)	(128)	(0)						
Variation du solde des emplois et ressources bancaires	(62)		(62)	(507)		(507)	(612)		(612)
Impôts payés	(65)	31	(95)	34	8	25	(138)	40	(177)
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		258	(258)		186	(186)		186	(186)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	1	1	(0)	1	1	0	7	8	(0)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	749	591	158	494	620	(126)	1 244	1 195	48
Achat d'actifs incorporels et corporels	(445)	(381)	(64)	(467)	(387)	(80)	(1 065)	(864)	(201)
Achat d'actifs financiers	(13)	(11)	(2)	(16)	(11)	(5)	(38)	(35)	(3)
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	55	51	3	117	117	0	234	234	0
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	6	5	0	9	8	0	19	18	0
Incidences des variations de périmètre	(124)	(10)	(115)	(40)	(39)	(1)	(82)	(82)	
Variations des actifs financiers de gestion de trésorerie	(102)	(102)		(413)	(413)		(148)	(148)	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(624)	(447)	(177)	(810)	(725)	(85)	(1 079)	(876)	(203)
Augmentation de capital ⁽²⁾	602	602	(0)	1 051	1 050	1	1 053	1 053	(0)
Dividendes versés	(175)	(172)	(3)	(148)	(145)	(3)	(151)	(148)	(3)
Intérêts financiers versés	(25)	(25)	0	(31)	(31)	0	(164)	(164)	0
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	0	0		0	0		752	752	
Remboursements des emprunts	(11)	(11)		(406)	(406)		(698)	(698)	
Rachats des intérêts minoritaires	(47)	(2)	(45)						
Autres flux liés aux opérations de financement	(99)	(99)		80	80		63	63	
Flux intragroupe	(0)	(67)	67	(0)	(214)	214	(0)	(159)	159
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	245	226	19	547	335	211	855	700	155
Incidence des filiales destinées à être cédées	(0)	(0)		(8)	(8)		(0)	(0)	
Incidence des variations des cours des devises	(3)	(3)		2	2		2	2	
Variation de Trésorerie et équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	367	367	0	225	225	0	1 022	1 022	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture ⁽¹⁾	2 167	2 167		1 146	1 146		1 146	1 146	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture ⁽¹⁾	2 534	2 534		1 370	1 370		2 167	2 167	

(1) Hors encaisse des bureaux de poste

(2) Dont, au titre de l'augmentation de capital de La Poste décidée en avril 2011, 1 050 millions d'euros reçus au 1^{er} semestre 2012 et 600 millions reçus au 1^{er} semestre 2013.

G É N É R A L I T É S

NOTE 1 Événements significatifs du semestre

- 1.1 Principales évolutions du périmètre de consolidation
- 1.2 Financement des collectivités locales
- 1.3 Rachat des intérêts minoritaires de La Banque Postale Gestion Privée
- 1.4 Augmentation de capital de La Poste de 600 M€

1.1 Principales évolutions du périmètre de consolidation

Acquisition de BPE

Acquisition le 2 avril 2013 de 100% de la société BPE (ex-Banque Privée Européenne) après scission des activités de gestion de fortune, auprès de Crédit Mutuel Arkéa, pour un coût d'acquisition de 115 M€. L'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs acquis n'étant pas achevée, le goodwill présenté dans les comptes (proche de 0) revêt un caractère provisoire. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du développement de la filière patrimoniale au sein de la Banque et vient renforcer la gamme de l'offre sur ce segment.

1.2 Financement des collectivités locales

La Banque Postale Collectivités Locales a été créée au cours du premier semestre 2013. Cette société est détenue à 65% par La Banque Postale et 35% par la Caisse des Dépôts. Cette filiale assurera des prestations de service relatives à la commercialisation des crédits accordés par La Banque Postale aux collectivités locales et aux hôpitaux. La Banque Postale Collectivités Locales disposera du statut d'intermédiaire en opérations de banque. L'activité de cette société débutera au second semestre 2013.

1.3 Rachat des intérêts minoritaires de La Banque Postale Gestion privée

Conformément aux termes du protocole de partenariat signé, en 2007, entre La Banque Postale et Oddo et Cie dans le cadre de leur filiale commune La Banque Postale Gestion Privée (LBPGP), La Banque Postale avait annoncé en septembre 2012 sa décision de ne pas renouveler ce partenariat qui arrivait à échéance.

La participation de 49% de La Banque Postale Gestion Privée détenue par Oddo & Cie a été acquise le 27 juin 2013, au terme d'une procédure d'arbitrage qui en a arrêté le prix d'acquisition.

1.4 Augmentation de capital de La Poste de 600 M€

Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 avril 2011 relatives à l'augmentation de capital de La Poste, l'État et la Caisse des Dépôts ont exercé en avril 2013 les 350 millions de Bons de Souscription d'Actions qu'ils détenaient, ce qui a donné lieu à l'émission de 100 millions d'actions nouvelles au prix unitaire de 6 euros, dont 2 euros de prime d'émission.

À l'issue de cette opération, le capital social de La Poste est porté à 3,8 milliards d'euros, et le poste « prime d'émission » à 900 millions d'euros.

NOTE 2 Base de préparation des états financiers consolidés

- 2.1 Référentiel comptable
- 2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La Poste, société mère du Groupe La Poste (« Le Groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 44 boulevard de Vaugirard à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe La Poste au 30 juin 2013 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 1^{er} août 2013).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2013 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2013 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2012.

A l'exception des éléments décrits au paragraphe A. ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2013 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2012. Ces principes sont exposés en note 3 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2012.

A. Normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2013

IAS 19 (révisée en 2011) – Avantages du personnel

La norme IAS 19 révisée introduit plusieurs modifications dans les principes de comptabilisation des avantages du personnel.

Le principal impact pour Le Groupe La Poste est la suppression de la « méthode du corridor » pour la comptabilisation des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi. L'application de la norme IAS 19 révisée conduit à reconnaître en autres éléments du résultat global les écarts actuariels jusqu'alors non comptabilisés. Les écarts actuariels et coûts des services passés non comptabilisés s'élevaient à -108 millions d'euros au 31 décembre 2012, -51 millions d'euros au 30 juin 2012, +46 millions d'euros au 31 décembre 2011. Les écarts actuariels générés durant l'exercice sont dorénavant comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Les autres modifications introduites par la norme IAS 19 révisée n'ont que peu ou pas d'impact sur les comptes du Groupe au 30 juin 2013.

IFRS 13 – Évaluation à la juste valeur

Cette norme n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2013.

Amendements à IFRS 7 – Informations à fournir : Compensation d'actifs et de passifs financiers

Ce texte n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2013.

Amendements à IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global

Ce texte conduit à distinguer au sein du tableau des autres éléments du résultat global, les éléments recyclables en résultat net des éléments non recyclables.

Amendements à IAS 12 – Recouvrement des actifs sous-jacents

Ce texte n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2013.

Améliorations annuelles 2009 - 2011

Ce texte n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 30 juin 2013.

IFRIC 20 – Frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert

Ce texte n'a pas eu d'impact sur les comptes du Groupe au 30 juin 2013.

B. Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2013 et non appliquées par anticipation

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2013.

2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- Le calcul des engagements envers le personnel
- L'estimation des provisions pour risques et charges, notamment la provision Épargne Logement
- Les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés
- Les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit
- Les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place

NOTE 3 Information sectorielle

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2012.

1^{er} semestre 2013

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activités Bancaires	Enseigne	Immobilier	Services Partagés	Non Affecté (1)	Eliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 322	2 816	2 748	43	19				10 948
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	317	21	12	2 034	416	409		(3 210)	
Produits opérationnels	5 639	2 837	2 760	2 078	435	409		(3 210)	10 948
Résultat d'exploitation	327	182	403	(53)	36	(107)	(302)	(3)	483
Résultat financier							(113)		(113)
Impôt sur le résultat							(83)		(83)
Quote part de résultat des MEE	0	0	111		1				112
Résultat net de l'ensemble consolidé									400
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets de l'exercice	(140)	(71)	(170)	(26)	(122)	(70)			(599)
Actifs sectoriels	3 083	3 170	204 787	725	4 217	8 740		(4 338)	220 386

1^{er} semestre 2012

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activités Bancaires	Enseigne	Immobilier	Services Partagés	Non Affecté (1)	Eliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 512	2 674	2 654	43	4				10 887
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	315	21	14	2 045	395	420		(3 209)	
Produits opérationnels	5 827	2 695	2 668	2 088	398	420		(3 209)	10 887
Résultat d'exploitation	470	210	348	(39)	72	(99)	(330)	2	632
Résultat financier							(122)		(122)
Impôt sur le résultat							(179)		(179)
Quote part de résultat des MEE	(2)	3	100		4				106
Résultat net de l'ensemble consolidé									437
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets de l'exercice	(136)	(84)	(168)	(28)	(109)	(69)		2	(591)
Actifs sectoriels	3 065	3 036	195 121	806	4 093	6 804		(3 571)	209 354

Exercice 2012

(en millions d'euros)	Courrier	Colis - Express	Activités Bancaires	Enseigne	Immobilier	Services Partagés	Non Affecté (1)	Eliminations	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	10 774	5 538	5 217	88	41				21 658
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	636	42	24	4 143	809	840		(6 496)	
Produits opérationnels	11 410	5 580	5 241	4 231	851	840		(6 496)	21 658
Résultat d'exploitation	684	403	621	16	109	(188)	(832)	3	816
Résultat financier							(284)		(284)
Impôt sur le résultat							(231)		(231)
Quote part de résultat des MEE	(3)	6	176		1				180
Résultat net de l'ensemble consolidé									481
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets de l'exercice	(237)	(162)	(335)	(73)	(223)	(145)			(1 175)
Actifs sectoriels	2 973	3 156	195 471	951	4 311	8 139		(4 457)	210 544

(1) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 Chiffre d'affaires

- 4.1 Chiffre d'affaires Courrier
- 4.2 Chiffre d'affaires Colis-Express
- 4.3 Autre chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des activités commerciales du Groupe La Poste provient des secteurs Courrier (courrier national et international), Express, Colis, ainsi que de l'activité exercée par l'Enseigne La Poste et le secteur Immobilier. Il se ventile de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	2012
Chiffre d'affaires Courrier	5 322	5 512	10 774
Dont Courrier national	4 955	5 130	9 993
Dont Courrier international	367	382	781
Chiffre d'affaires Express	2 064	1 937	4 016
Chiffre d'affaires Colis	752	737	1 522
Chiffre d'affaires Enseigne La Poste	43	43	88
Chiffre d'affaires Immobilier	19	4	41
Total	8 200	8 233	16 441

4.1 Chiffre d'affaires Courrier

Le chiffre d'affaires Courrier national se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	2012
Correspondance et autres produits et services La Poste	3 436	3 586	6 928
Courrier publicitaire	710	770	1 514
Presse	345	355	701
Autres produits et services des filiales	463	419	851
Total	4 955	5 130	9 993

Le chiffre d'affaires « Presse » comprend la rémunération contractuelle versée par l'État en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse ainsi que la rémunération des opérateurs de presse.

Les « Autres produits et services » des filiales sont constitués principalement par le chiffre d'affaires des sociétés suivantes:

- Mediapost, leader de la publicité non adressée en boîtes aux lettres et spécialiste du géomarketing pour 176 millions d'euros (179 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 et 343 millions d'euros en 2012)
- Docapost BPO IS (ex-Dynapost), spécialiste du traitement intégré du courrier des entreprises pour 32 millions d'euros (31 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 et 64 millions d'euros en 2012)
- Docapost DPS (ex-Asphéria) et Orsid, opérateurs en solutions éditiques et traitement industriel de documents pour 55 millions d'euros (54 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 et 112 millions d'euros en 2012)
- Docapost BPO SAS (ex-Extelia), spécialiste du traitement industriel de documents et de données pour 81 millions d'euros (80 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 et 163 millions d'euros en 2012)

Le chiffre d'affaires Courrier international se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	2012
Frais terminaux	76	91	179
Affranchissement Guichet	49	62	129
Autres produits du Courrier international	242	229	473
Total	367	382	781

Les frais terminaux correspondent à la rémunération perçue par La Poste au titre de la distribution en France du courrier en provenance de l'étranger. Ils sont évalués en date de clôture sur la base des estimations de poids et de nombres d'objets distribués connues à cette date.

Les autres produits du Courrier international correspondent :

- pour La Poste, au chiffre d'affaires réalisé avec les entreprises et administrations pour 113 millions d'euros (100 millions d'euros au 1er semestre 2012 et 206 millions d'euros en 2012),
- au chiffre d'affaires des sociétés du pôle international pour 129 millions d'euros (dont la société Asendia à hauteur de 104 millions d'euros). La société Asendia, détenue en contrôle conjoint avec la Poste Suisse à compter du 1er juillet 2012, a notamment repris la gamme de services (collecte, travaux de préparation, mise sous pli, affranchissement, adressage, etc.) destinée aux grands émetteurs de courrier international auparavant offerte par Brokers et BTB.

4.2 Chiffre d'affaires Colis-Express

Le chiffre d'affaires Express est réalisé intégralement par le sous-groupe GeoPost, et se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	2012
Express Zone France	525	483	1 016
Express Zone Etranger	1 539	1 454	3 000
Total	2 064	1 937	4 016

Le chiffre d'affaires Colis se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	2012
Colis affranchissement Guichet	223	218	455
Autres produits du Colis	529	520	1 066
Total	752	737	1 522

Les autres produits du Colis sont générés par l'activité de ColiPoste, opérateur de La Poste maison mère, avec les entreprises et les administrations.

4.3 Autre chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires Enseigne La Poste comprend le chiffre d'affaires de La Poste Mobile, ainsi que les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

Le chiffre d'affaires Immobilier correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

NOTE 5 Produit net bancaire

Le Produit Net Bancaire du Groupe se détaille de la manière suivante :

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	2012
Intérêts et produits assimilés	2 918	3 221	6 103
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 120	1 212	2 427
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	1 022	900	1 856
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance, et opérations de couverture	776	1 110	1 820
Intérêts et charges assimilés	(1 309)	(1 788)	(3 287)
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	(13)	(17)	(23)
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	(1 144)	(1 360)	(2 722)
Intérêts sur dettes représentées par un titre et opérations de couverture	(152)	(410)	(542)
Produits de commissions	1 109	1 036	2 144
Charges de commissions	(112)	(117)	(237)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat	8	148	244
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	103	89	163
Marge des activités d'assurance	47	34	76
Produits et charges des autres activités	(15)	30	11
Total PNB	2 748	2 654	5 217
Total produits	4 241	4 727	8 815
Total charges	(1 493)	(2 073)	(3 597)

NOTE 6 Achats et autres charges externes

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	2012
Services extérieurs et sous-traitance générale	695	693	1 523
Achats	287	275	652
Sous-traitance transport	1 578	1 487	2 995
Prestations du courrier international	80	89	173
Locations	340	319	690
Entretiens et réparations	182	178	398
Frais de télécommunications	65	68	139
Déplacements, missions	89	87	183
Autres charges	155	150	357
Total	3 472	3 347	7 108

NOTE 7 Charges de personnel et effectifs

- 7.1 Charges de personnel
7.2 Effectifs

7.1 Charges de personnel

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	2012
Salaires, traitements, primes et indemnités	4 372	4 270	8 521
Cotisations retraites	707	688	1 367
Autres charges sociales	911	884	1 751
Prestations d'actions sociales	99	94	203
Produit CICE	(129)	0	0
Variation des provisions postérieures à l'emploi	(3)	(8)	(6)
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel	17	4	3
Variation des autres provisions sur le personnel	(57)	(39)	(47)
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	415	412	807
Total	6 332	6 305	12 599

La loi de finances rectificative pour 2012 du 29 décembre 2012 a mis en place un Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) à compter du 1^{er} janvier 2013. Ce crédit d'impôt s'élève à 4% des rémunérations versées inférieures à 2,5 fois le SMIC en 2013. Ce taux sera porté à 6% à partir du 1^{er} janvier 2014. Ce crédit d'impôt est comptabilisé en déduction des charges de personnel dans les comptes du Groupe.

Un crédit d'impôt est comptabilisé en produit au titre des charges de personnel de la période, y compris les charges de personnel à payer (soit un produit de 129 M€).

Un crédit d'impôt est également comptabilisé sur la base des provisions sur le personnel en diminution des dites provisions (soit un produit de 38 M€ au premier semestre 2013).

Au total le produit de CICE de la période s'élève ainsi à 167 M€.

Compte tenu de leur caractère à très long terme, aucun crédit d'impôt n'est pris en compte pour l'évaluation des avantages du personnel postérieurs à l'emploi.

7.2 Effectifs

L'effectif moyen du Groupe évolue de la façon suivante :

	S1 2013	S1 2012	2012
Effectif moyen (en équivalent agent / année)	263 831	264 605	266 618

NOTE 8 Autres charges et produits opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	2012
Impôts locaux	(72)	(80)	(150)
Autres impôts et taxes	(55)	(37)	(86)
Impôts et taxes	(128)	(117)	(235)
Amortissements nets	(492)	(469)	(960)
Ecart d'acquisition	0	(19)	(19)
Pertes de valeur sur immobilisations	(5)	(2)	(18)
Pertes de valeur sur actif circulant	0	(7)	(9)
Pertes sur créances irrécouvrables	(12)	(8)	(19)
Provisions pour risques et charges	(13)	(5)	3
Coût du risque des activités bancaires ⁽¹⁾	(78)	(82)	(152)
Amortissements et provisions	(599)	(591)	(1 175)
Production immobilisée	40	46	112
Production stockée	1	0	40
Redevances	(13)	(12)	(22)
Résultat réalisé suite à prise de contrôle ⁽²⁾	(0)	13	14
Résultat de relation sur augmentation de capital de CNP Assurances	8	0	14
Autres produits et charges opérationnels courants	30	13	65
Autres charges et produits opérationnels	66	60	224

(1) Dont coût net lié à la crise de la dette grecque : 30 millions d'euros au premier semestre 2012, 15 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2012

(2) Dont au premier semestre 2012 : 7 millions d'euros au titre de Secur SA et 6 millions d'euros au titre d'IBC inc.

NOTE 9 Résultat financier

- 9.1 Coût de l'endettement financier net
9.2 Autres éléments financiers

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	2012
Charges d'intérêts sur opérations de financement ⁽¹⁾	(96)	(96)	(193)
Autres variations de juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette ⁽²⁾	(17)	(19)	(61)
Produits de la trésorerie ⁽³⁾	13	20	33
Total	(100)	(95)	(221)

(1) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette

(2) Y compris couverture de juste valeur sur emprunts

(3) Y compris variation de juste valeur sur actifs financiers de placement

L'évaluation au 30 juin 2013 de la dette obligataire comptabilisée en juste valeur par résultat sur option tient compte de la variation du coût du risque de crédit constatée sur le premier semestre 2013. Cette variation a pour effet d'augmenter la juste valeur de la dette obligataire, et génère un effet négatif sur le résultat financier au 30 juin 2013 de 33 millions d'euros.

Cette variation du coût du risque de crédit avait généré un effet négatif sur le résultat financier de 6 millions au 30 juin 2012 et de 45 millions d'euros au 31 décembre 2012.

9.2 Autres éléments financiers

Les autres éléments du résultat financier comprennent essentiellement la charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel (17 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, 31 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012 et 67 millions d'euros pour l'année 2012).

NOTE 10 Impôts sur le résultat

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2013	S1 2012	2012
(Charge) d'impôt courant	(132)	(191)	(235)
(Charge) / produit d'impôt différé	49	11	4
(Charge) / produit total d'impôt	(83)	(179)	(231)

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 Écarts d'acquisition (goodwill)

Détail des écarts d'acquisition

UGT (en millions d'euros)	Secteur	Valeur nette au 30/06/2013	Valeur nette au 31/12/2012
GeoPost Central Europe	Express	461	462
Exapaq	Express	334	334
GeoPost Espagne	Express	238	238
GeoPost UK	Express	127	133
Mediapost	Courrier	115	120
Sogec		44	44
Adverline		23	27
Mediapost		24	24
Media Prisme		15	15
Cabestan		9	9
Docapost	Courrier	82	82
Docapost BPO (ex-Extelia)		47	47
Orsid		22	22
Sefas		8	8
Autres sociétés pôle Docapost		6	6
DPD Laser Finance	Express	43	50
Viapost	Courrier	45	45
Morin		34	34
Orium		11	11
Asendia	Courrier	30	30
Groupe Tocqueville	Activités bancaires	27	27
Autres sociétés Express	Express	49	32
Autres sociétés bancaires	Activités bancaires	8	8
Divers		2	2
Total		1 561	1 562
Courrier		272	277
Express		1 251	1 249
Activités bancaires		36	36
Autres		2	2

Évolution des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	30/06/2013	31/12/2012
Solde en début de période	1 562	1 417
Acquisitions	17	167
Cessions	0	(1)
Reclassements et autres	(5)	(2)
Écarts de conversion	(15)	1
Pertes de valeur	0	(19)
Solde en fin de période	1 561	1 562
dont : Valeur brute	1 696	1 698
Dépréciation	(135)	(136)

La société Tigers, spécialisée dans le *freight forwarding* et basée à Hong Kong a été acquise le 30 juin 2013, donnant lieu à un goodwill provisoire de 17 millions d'euros.

Pertes de valeur

Le Groupe La Poste procède à un test de perte de valeur de ses écarts d'acquisition, sur une base annuelle ou plus fréquente si des événements ou des changements indiquent qu'ils ont pu perdre de la valeur. Ces tests sont réalisés selon la procédure décrite en note 15.3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2012.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au 1^{er} semestre 2013.

NOTE 12 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2012	2 435	11 176	13 612
Acquisition	96	269	365
Cession	(292)	(216)	(508)
Variation de périmètre	18	28	46
Transfert	13	(33)	(20)
Ecart de conversion	(1)	(18)	(19)
Solde au 30/06/2013	2 269	11 207	13 476
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2012	(1 610)	(5 114)	(6 724)
Amortissement de la période	(128)	(363)	(492)
Perte de valeur	(0)	(12)	(12)
Reprise de perte de valeur	0	7	7
Reprises sur cessions	291	175	466
Variation de périmètre	(3)	(12)	(15)
Transfert	1	16	16
Ecart de conversion	1	7	8
Solde au 30/06/2013	(1 449)	(5 297)	(6 746)
VALEURS NETTES			
au 31/12/2012	825	6 062	6 887
au 30/06/2013	820	5 909	6 729
Dont location financement			
au 31/12/2012		91	
au 30/06/2013		85	

NOTE 13 Participations dans les sociétés mises en équivalence

(en millions d'euros)	CNP Assurances	Autres	Total
Solde au 31/12/2012	2 327	119	2 446
Part du groupe dans les résultats de l'exercice	111	1	112
Distribution de dividendes ⁽¹⁾		(5)	(5)
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers et titres AFS	(33)	6	(27)
Pertes de valeur			
Variation de périmètre		2	2
Augmentation de capital		(2)	(2)
Transferts et reclassement			
Ecart de conversion	(12)	(2)	(15)
Résultat de relation sur augmentation de capital	8		8
Autres	(5)		(5)
Solde au 30/06/2013	2 395	119	2 515

(1) Le Groupe a choisi de recevoir le dividende de CNP Assurances en actions en 2013 (comme en 2012), ce qui a occasionné l'acquisition de 17 504 455 nouveaux titres de CNP Assurances, le pourcentage de détention passant ainsi à 20,15% (contre 19,98% au 31 décembre 2012). Cette opération a donné lieu à la comptabilisation d'un gain de 8 millions d'euros en résultat, contre 14 millions d'euros en 2012 (voir note 8).

NOTE 14 Autres actifs des activités industrielles et commerciales

(en millions d'euros)	30/06/2013		31/12/2012	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets	0	135	0	131
Instruments financiers dérivés	65	378	87	464
Actifs financiers de placement de la trésorerie	457	459	629	186
Autres actifs financiers nets	69	94	64	113
Total autres actifs financiers	590	1 067	781	894
Stocks d'autres approvisionnements	89		89	
Autres stocks nets	60		114	
Total stocks nets	149		203	
Créances clients nettes	1 874		1 711	
Créances sur opérations du courrier international	492		437	
Autres créances	431		305	
Total créances clients et autres créances	2 797		2 453	
Équivalents de trésorerie	2 313		2 011	
Caisse et disponibilités	221		156	
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	2 534		2 167	

Actifs financiers de placement de la trésorerie

Ce sont des actifs acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie, dont l'échéance à l'origine est supérieure à 3 mois. Ces actifs financiers se composent essentiellement de titres obligataires (741 millions d'euros au 30 juin 2013, 353 millions d'euros au 31 décembre 2012) et de titres de créances négociables dont les échéances sont généralement comprises entre 3 et 12 mois (175 millions d'euros au 30 juin 2013, 205 millions d'euros au 31 décembre 2012). Au 31 décembre 2012, ces actifs financiers comprenaient également des comptes à terme débloqués à plus de trois mois pour un montant de 250 millions d'euros.

Les titres de créances négociables, dont l'échéance à l'origine est inférieure à 3 mois, sont classés dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie ».

Instruments financiers dérivés

La ligne Instruments financiers dérivés correspond à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Un détail des instruments dérivés liés à la dette obligataire figure en note 17.3.

NOTE 15 Actifs financiers des activités bancaires

(en millions d'euros)	30/06/13	31/12/12
Prêts et créances sur la clientèle à vue	806	633
Prêts et créances sur la clientèle à terme	54 300	48 591
<i>dont crédits à l'habitat</i>	<i>48 516</i>	<i>44 993</i>
Opérations de location financement	290	172
Titres assimilés aux prêts et créances avec la clientèle	713	526
Total Prêts et créances sur la clientèle	56 109	49 922
Comptes et prêts sur établissements de crédits à vue	439	252
Comptes et prêts sur établissements de crédits à terme	83 707	77 798
Titres assimilés aux prêts et créances sur établissement de crédit	2 974	3 204
Total créances sur les établissements de crédit	87 120	81 254
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	36 009	37 036
<i>dont effets publics et assimilés</i>	<i>32 484</i>	<i>33 162</i>
Actifs financiers disponibles à la vente	10 683	9 892
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	7 070	7 061
<i>dont actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	<i>6 811</i>	<i>6 791</i>
<i>dont instruments dérivés</i>	<i>260</i>	<i>270</i>
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	105	293
Total portefeuille de titres des activités bancaires	53 867	54 281
Autres actifs financiers courants des activités bancaires	1 174	1 305
Comptes de régularisation Actif	1 544	2 387
Banques centrales	1 163	2 478
Caisse et autres	190	248
Total Caisse, banque centrale des activités bancaires	1 354	2 726

NOTE 16 Provisions pour risques et charges

- 16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance
16.2 Autres provisions pour risques et charges

16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance

Au 30 juin 2013, les provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance, classées dans les provisions pour risques et charges courantes, se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)

	Risque Epargne Logement	Provision technique d'assurance	Total Risques spécifiques aux activités bancaires et d'assurance
Provisions non courantes			
Provisions courantes	331	674	1 005
Solde au 31/12/2012	331	674	1 005
Dotation de la période	0	627	627
Reprise pour utilisation		(548)	(548)
Reprise nette de provision Epargne Logement	(3)		(3)
Autres mouvements	-	(10)	(10)
Provisions non courantes			
Provisions courantes	328	743	1 071
Solde au 30/06/2013	328	743	1 071

16.2 Autres provisions pour risques et charges

Au 30 juin 2013, les autres provisions pour risques et charges se décomposent de la façon suivante :

(en millions d'euros)

	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	Total autres provisions pour risques et charges
Provisions non courantes	26	30	34	90
Provisions courantes	49	51	285	385
Solde au 31/12/2012	75	81	319	475
Dotation de la période	31	13	42	86
Reprise pour utilisation	(8)	(8)	(19)	(34)
Reprise de provisions devenues sans objet	(7)	(4)	(3)	(14)
Actualisation	(0)	0	(0)	(0)
Autres mouvements	0	(0)	4	4
Provisions non courantes	19	20	37	76
Provisions courantes	73	62	307	441
Solde au 30/06/2013	92	81	344	517

NOTE 17 Emprunts obligataires et autres dettes financières

- 17.1 Détail des dettes financières
- 17.2 Emprunts obligataires
- 17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

17.1 Détail des dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2013		31/12/2012	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
Dettes financières au coût amorti	1 250	3 215	1 346	3 226
- Emprunts obligataires	726	3 128	726	3 128
- Location financement	8	49	6	58
- Bons La Poste	65		66	
- Billets de trésorerie				
- Concours bancaires courants	29		23	
- Dépôts et cautionnements reçus	376	27	486	25
- Autres emprunts au coût amorti	47	12	40	15
Emprunts en juste valeur sur option	54	2 261	80	2 304
- Emprunts obligataires		2 231		2 294
- Instruments financiers dérivés passifs	54	31	80	9
Emprunts en couverture de juste valeur		535		546
- Emprunts obligataires		535		546
- Instruments financiers dérivés passifs				
Autres dérivés	10	11	5	9
Intérêts courus non échus sur emprunts	181		136	
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme (non courant)		6 023		6 085
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme (courant)	1 495		1 567	
Total courant et non courant	7 517		7 652	

17.2 Emprunts obligataires

La dette obligataire, hors intérêts non échus, a évolué de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur	Emprunts couverts	Total
Solde au 31/12/2012	3 853	2 294	546	6 694
Nouveaux emprunts	0	0	0	0
Remboursements	0	0	0	0
Autres variations	1	(63)	(11)	(73)
Solde au 30/06/2013	3 854	2 231	535	6 620

17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

(en millions d'euros)	Juste valeur ⁽¹⁾ au 30/06/2013		Juste valeur ⁽¹⁾ au 31/12/2012	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable	394	31	480	9
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe		54		79
TOTAL	394	84	480	88
Dérivés de couverture				
Couverture de juste valeur	44		67	
Autres				
Caps/floors				
TOTAL DÉRIVÉS LIÉS A LA DETTE OBLIGATAIRE	438	84	547	88
Réserves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie		12		13

(1) Y compris ICNE

NOTE 18 Dette nette

- 18.1 Situation de la dette nette
18.2 Évolution de la dette nette

18.1 Situation de la dette nette

(en millions d'euros)	Note Annexe	30/06/13	31/12/12
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	14	2 534	2 167
Dérivés actif associés à la dette	14	442	551
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine	14	916	815
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif	14	43	48
Créance financière nette envers La Banque Postale		678	611
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		4 614	4 192
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17	6 023	6 085
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17	1 495	1 567
Dettes brutes (2)		7 517	7 652
Dettes nettes (2)-(1)		2 903	3 460

Variation de la dette nette au 30 juin 2013

(557)

18.2 Évolution de la dette nette

(en millions d'euros)	Note Annexe	S1 2013	S1 2012
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT (1)	+591	+620
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(447)	(725)
Neutralisation de la variation des actifs financiers de gestion de trésorerie		+102	+413
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie (2)		(345)	(312)
Augmentation de capital		+602	+1 050
Dividendes versés à l'Etat		(171)	(144)
Rachat d'intérêts minoritaires		(2)	
Charge nette d'intérêts financiers		(82)	(78)
Variation de juste valeur des dettes, actifs de placement et dérivés		(18)	(17)
Incidence des variations de périmètre sur dette brute		(13)	(6)
Augmentation des dettes de location financement		(1)	(3)
Prime de remboursement et frais de l'emprunt obligataire			
Autres éléments (3)		(4)	(8)
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		+311	+795
Diminution (augmentation) de la dette nette		+557	+1 103
Dettes nettes à l'ouverture		(3 460)	(4 544)
Dettes nettes à la clôture		(2 903)	(3 441)

(1) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Hors banque » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

(2) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du TFT par l'exclusion de la « variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

(3) La ligne « Autres éléments » comprend notamment l'incidence de la variation des devises sur la dette nette, les dividendes versés aux intérêts minoritaires et l'augmentation des dettes provenant des contrats de location financement.

NOTE 19 Avantages du personnel

La norme IAS 19 révisée est devenue d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2013 (voir note 2.1.A). Les provisions pour avantages du personnel au 31 décembre 2012 ont été retraitées comme suit :

(en millions d'euros)	31/12/2012 publié		Application d'IAS 19 révisée	31/12/2012 retraité	
	Courant	Non courant		Courant	Non courant
- Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	17	443	17	17	460
- Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	4	149	65	4	214
- Régime de retraite du personnel des filiales étrangères		25	26		51
Total avantages postérieurs à l'emploi	21	617	108	21	725
- Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	340	886		340	886
- Indemnités de rupture	82	26		82	26
Total dispositifs d'aménagement de fin de carrière et assimilés	422	912		422	912
- Congés longue maladie / longue durée	64	52		64	52
- Compte Epargne temps	108	110		108	110
- Autres avantages à long terme	2	23		2	23
Total autres avantages à long terme	174	185		174	185
Total avantages du personnel	617	1 713	108	617	1 821

Les provisions pour avantages du personnel ont évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2013 :

(en millions d'euros)	31/12/2012		Augmentation	Diminution pour utilisation	Variation des écarts actuariels	Autres variations	30/06/2013	
	Courant	Non courant					Courant	Non courant
- Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	17	460	9	(9)	(19)		17	441
- Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	4	214	12	(2)	(11)	4	4	218
- Régime de retraite du personnel des filiales étrangères	0	51	2	(5)	(1)	(5)	0	42
Total avantages postérieurs à l'emploi	21	725	23	(16)	(31)	(0)	21	701
- Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	340	886	137	(183)		0	304	877
- Indemnités de rupture	82	26		(0)		(0)	82	26
Total dispositifs d'aménagement de fin de carrière et assimilés	422	912	137	(183)		0	385	903
- Congés longue maladie / longue durée	64	52		(4)			64	48
- Compte Epargne temps	108	110	2	(6)			107	106
- Autres avantages à long terme	2	23	5	(1)		(0)	8	21
Total autres avantages à long terme	174	185	7	(11)		(0)	179	176
Total avantages du personnel	617	1 821	168	(210)	(31)	(0)	586	1 779

NOTE 20 Passifs financiers des activités bancaires

(en millions d'euros)	30/06/13	31/12/12
Dettes envers les établissements de crédit à vue	164	77
Dettes envers les établissements de crédit à terme	18 531	15 734
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	16 714	14 948
Dettes représentées par un titre	7 344	5 772
<i>dont certificats de dépôt</i>	5 902	4 264
Total dettes envers les établissements de crédit	26 039	21 584
Comptes d'épargne à régime spécial	114 460	111 414
<i>dont Livret A</i>	64 779	61 756
<i>dont PEL et CEL</i>	26 721	26 467
<i>dont LEP</i>	8 889	9 375
Dettes envers la clientèle à vue	47 439	45 639
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	47 207	45 383
Dettes envers la clientèle à terme	4 765	3 341
Total opérations avec la clientèle	166 665	160 393
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	106	111
Autres	1 088	1 302
Total autres passifs financiers	1 194	1 413
Comptes de régularisation Passif	2 174	3 493

NOTE 21 Dettes fournisseurs et autres dettes

(en millions d'euros)	30/06/13	31/12/12
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 293	1 367
Dettes fiscales et sociales	1 759	1 834
Dettes fournisseurs d'immobilisations	159	241
Dettes sur opérations du courrier international	488	463
Avances et acomptes clients	214	165
Autres dettes d'exploitation	174	278
Total	4 088	4 349

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 22 Informations complémentaires sur les instruments financiers

- 22.1 Impacts des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres
- 22.2 Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti
- 22.3 Hiérarchie des évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan
- 22.4 Exposition aux risques souverains

22.1 Impact des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres

1 ^{er} semestre 2013 (en millions d'euros)	Variations de juste valeur				Gain (perte) net
	Produits (charges) d'intérêts	Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres	Dépréciation	
Prêts, créances et dettes	962			(77)	885
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	625				625
Actifs disponibles à la vente	68		(39)		132
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		27			27
Opérations de couverture	(47)	(19)			(66)
TOTAL	1 608	8	(39)	(77)	1 603

22.2 Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

ACTIFS (en millions d'euros)	30/06/2013	
	Valeur au bilan	Juste valeur
Actifs bancaires		
Prêts et créances sur les établissements de crédit	87 120	87 212
Prêts et créances sur la clientèle	56 109	57 635
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	36 009	39 205
PASSIFS		
Passifs bancaires		
Dettes envers les établissements de crédit	18 695	18 699
Opérations avec la clientèle	166 665	166 671
Dettes représentées par un titre	6 504	6 504
Dettes subordonnées	840	806
Passifs non bancaires		
Emprunts obligataires au coût amorti	3 854	4 357

22.3 Hiérarchie des justes valeurs comptabilisées au bilan

Les méthodes utilisées pour d'évaluation des justes valeurs n'ont pas évolué depuis le 31 décembre 2012.

Instruments financiers hors activités bancaires

Les justes valeurs des instruments financiers hors activités bancaires sont évaluées selon des méthodes relevant du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs (sans changement depuis le 31 décembre 2012).

Instruments financiers des activités bancaires

ACTIFS DES ACTIVITES BANCAIRES <i>(en millions d'euros)</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Effets publics et valeurs assimilées	163	50	
Obligations et autres titres à RF	2 042	4 519	
Actions et autres titres à RV	37		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 242	4 569	-
Actions et autres titres à RV			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-
Instruments dérivés de taux d'intérêts		102	
Instruments dérivés de cours de change		1	
Instruments dérivés sur actions et indices		5	
Dérivés de transaction	-	108	-
Instruments dérivés de taux d'intérêts		158	
Instruments dérivés de couverture de juste valeur	-	158	-
Instruments dérivés de taux d'intérêts		102	
Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	-	102	-
Effets publics et valeurs assimilées	1 668	36	
Obligations et autres titres à RF	7 756	176	
Actions et autres titres à RV	1 047		
Titres de participation non consolidés	4	88	19
Actifs financiers disponibles à la vente	10 475	300	19

PASSIFS DES ACTIVITES BANCAIRES <i>(en millions d'euros)</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dettes représentées par un titre		6	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	6	-
Instruments dérivés de taux d'intérêts		68	
Instruments dérivés de cours de change		5	
Autres instruments dérivés		18	
Instruments dérivés sur actions et indices		9	
Instruments dérivés de transaction	-	100	-
Instruments dérivés de taux d'intérêts		360	
Instruments dérivés de couverture de juste valeur	-	360	-

Juste valeurs de niveau 3 : rapprochement ses soldes d'ouverture et de clôture

<i>(en millions d'euros)</i>	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs à la juste valeur par résultat sur option	Dérivés de transaction	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	TOTAL
Ouverture					20	20
Gains & pertes enregistrés en résultat						
Gains & pertes enregistrés en capitaux propres					(1)	
Achats						-
Ventes						-
Emissions						-
Remboursements						-
Autres mouvements						-
Transferts vers ou depuis le niveau 3						
Clôture	-	-	-	-	19	19

22.4 Exposition aux risques souverains

Les recensements des expositions souveraines sont établis selon le périmètre défini par l'Autorité bancaire européenne (ABE), c'est-à-dire en reprenant dans les données les expositions sur les collectivités régionales, les administrations centrales et entreprises bénéficiant d'une garantie de l'État. Les expositions sont présentées sur le Groupe, c'est-à-dire pour les sociétés détenues à plus de 50%. Sur la base de ce recensement, le Groupe ne dispose pas d'exposition sur Chypre.

EXPOSITIONS SOUVERAINES

(en millions d'euros)	Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Total Expositions directes ⁽¹⁾	Garanties	Total Expositions directes et indirectes ⁽²⁾	Expositions en %
Grèce						
Irlande	1		1	95	96	0,2%
Italie	1 656	110	1 766	193	1 959	5,0%
Portugal	1 171		1 171	171	1 341	3,4%
Espagne	1 174		1 174	33	1 206	3,1%
Total GIIPes	4 002	110	4 111	491	4 603	11,7%
Allemagne	2 809		2 809		2 809	7,1%
Autriche	69		69	33	102	0,3%
Belgique	1 950		1 950		1 950	4,9%
France	27 436	456	27 892		27 892	70,7%
Luxembourg	19		19		19	0,0%
Pologne	10		10		10	0,0%
Slovaquie	1		1		1	0,0%
Suisse	3		3		3	0,0%
Slovénie	2		2		2	0,0%
Supra-national	1 011	103	1 115		1 115	2,8%
Total Europe	33 311	560	33 870	33	33 904	85,9%
Reste du monde	960		960		960	2,4%
Total	38 273	669	38 942	524	39 467	102,8%

⁽¹⁾ Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre

⁽²⁾ Expositions directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe

EXPOSITIONS SOUVERAINES AYANT FAIT L'OBJET D'UN PLAN DE SOUTIEN

Recensement par catégories

30 juin 2013 (en millions d'euros)	Prêts et créances	Actifs disponibles à la vente	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Total Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	Total bilan après dépréciations	Hors bilan ⁽²⁾	TOTAL
Grèce								
Irlande		1		1		1	95	96
Portugal			1 171	1 171		1 171	171	1 341
TOTAL		1	1 171	1 172		1 172	265	1 437

⁽¹⁾ Les expositions sont présentées pour leur valeur nette comptable au bilan

⁽²⁾ Les montants hors bilan correspondent aux expositions indirectes à travers des garanties accordées à des OPCVM du Groupe

Représentation des gains et pertes latents inscrits en réserves

30 juin 2013	Actifs disponibles à la vente	Gains et pertes latents inscrits en réserve	Niveau de valorisation ⁽¹⁾
Grèce			
Irlande		1	N1
Portugal			

⁽¹⁾ N1 : Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif

N2 : Technique de valorisation utilisant des données observables

N3 : Technique de valorisation utilisant des données non observables

Impact des dépréciations

(en millions d'euros)	Total	Dont dépréciations	Total avant dépréciation
Grèce			
Irlande	96		96
Portugal	1 341		1 341
TOTAL	1 437		1 437

Représentation par maturité

(en millions d'euros)	Total	Durée restante en années						
		1	2	3	4	5	<10	>10
Grèce								
Irlande	96	95		1				
Portugal	1 341	351		568	423			
TOTAL	1 437	446		569	423			

NOTE 23 Transactions avec les parties liées

Un nouveau contrat d'entreprise a été signé le 1^{er} juillet 2013 entre La Poste et l'État pour la période 2013-2017. Ce contrat met à jour les engagements respectifs de La Poste et de l'État pour les cinq prochaines années, notamment :

- Le maintien des missions de service public confiées à La Poste : le service universel postal, le transport et distribution de la presse, l'accessibilité bancaire et l'aménagement du territoire, avec pour ces trois dernières missions le maintien du principe de compensation des coûts.
- Une trajectoire de qualité de service renforcée.
- Des missions adaptées aux attentes des usagers et à l'évolution des technologies.
- La mise en place d'engagements citoyens en faveur du développement des territoires et des entreprises, des plus démunis, du développement de la société numérique et dans le domaine de la responsabilité sociale de l'entreprise.

NOTE 24 Engagements hors bilan et passifs éventuels

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2012 (voir note 42 des états financiers consolidés au 31 décembre 2012).

NOTE 25 Événements postérieurs à la clôture

Néant

Rapport des Commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Mazars
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

LA POSTE
Société anonyme

**Rapport des commissaires aux
comptes sur l'information
financière semestrielle 2013**

Période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013
LA POSTE
Société anonyme
44, boulevard de Vaugirard
75015 Paris

LA POSTE **Société anonyme**

Siège social : 44, boulevard de Vaugirard
75015 Paris
Capital social : €3.800.000.000

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par arrêté ministériel en date du 29 juin 2009, en application de l'article 14 de la loi postale du 12 janvier 2010 relative à l'entreprise publique LA POSTE et aux activités postales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LA POSTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2.1.A et 19 aux états financiers qui exposent un changement de méthode lié à l'adoption par votre société de la norme IAS 19 révisée, relative aux avantages au personnel.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, et Courbevoie le 1er août 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Mazars
Mazars

François Caubrière
Associé

Isabelle Goalec
Associée

Guy Isimat-Mirin
Associé

Dominique Muller
Associé